

LE SOCIALISME

Le 19 janvier 2024

Une grosse causerie avec plein de sujets délicats mais passionnants, à lire tranquillement.

"La plus grande insulte à la mémoire de l'holocauste n'est pas de le nier mais de l'utiliser comme excuse pour justifier le génocide du peuple palestinien."

Norman G. Finkelstein (70 ans, professeur d'université, écrivain, historien, fils de juifs survivants du ghetto de Varsovie.)

Précision après avoir mis en ligne des vidéos de Shlomo Sand.

L'historien israélien Shlomo Sand a fait des progrès sur le plan politique, mais peut mieux faire, c'est le moins qu'on puisse dire au regard du regard qu'il porte sur le 7 octobre 2023 et le génocide en cours à Gaza depuis 3 mois au moment de son entretien à Mediapart début janvier 2024, qu'il nie. On l'a connu plus virulent ou radical, mais peut-être craint-il qu'adopter cette caractérisation le condamnerait à mort ainsi que sa famille vivant à Tel Aviv.

C'est son travail d'historien qui nous intéresse, et non ses prises de position politique.

Courriel que j'ai adressé à un blog pro Palestinien.

- Je crois savoir que ce sont les États-Unis (à la suite des Britanniques) les colonisateurs de la Palestine, et les sionistes ne sont que des proxys ou de simples exécutants de sa politique au Moyen-Orient. D'ailleurs tout le monde sait ou dit que sans leur soutien financier et militaire à l'Etat juif, celui-ci aurait déjà disparu.

Par conséquent, la cible ne doit pas être le bourreau du peuple palestinien, mais la main qui l'arme et cautionne son crime.

Quant aux acteurs eux-mêmes, aussi cruels ou barbares soient-ils, j'ai envie de dire qu'on n'en a rien à foutre ou c'est puéril ou infantile de les viser, puisqu'une fois éliminés ils seraient immédiatement remplacés par leurs semblables.

En France, hier le mot d'ordre Macron dehors avait un sens, mais depuis que son jumeau féminisé a été concocté Premier ministre par Davos et Bilderberg, il est devenu désuet, il faut trouver autre chose, par exemple le couple Macron-Attal serait plus approprié ou conforme à la situation politique.

Abolition de la résolution 181 des Nations Unies de 1947 consacrant la partition de la Palestine!

Démantèlement de l'Etat juif au profit d'une République démocratique et laïque palestinienne accordant les mêmes droits à tous ses citoyens quel que soit leur origine ethnique, sans discrimination religieuse ou philosophique !

Vous ne pourriez pas faire une petite place pour les Palestiniens expulsés de leur pays ?

Royaume-Uni : le premier ministre, Rishi Sunak, parvient à faire voter le projet de loi visant à expulser des migrants vers le Rwanda - Le Monde avec AFP 18 janvier 2024

Le premier ministre britannique, Rishi Sunak, a franchi une étape cruciale pour sa survie politique. Après deux jours sous haute tension au palais de Westminster avec des débats houleux, des tractations à huis clos et des démissions retentissantes, les députés ont adopté, mercredi 17 janvier au soir, le projet de loi controversé sur l'expulsion de migrants vers le Rwanda. Avec le retour dans le rang des dissidents, le texte a été approuvé en troisième lecture à la Chambre des communes par 320 votes pour et 276 contre.

Ce texte vise à répondre aux objections de la Cour suprême britannique, qui a jugé le projet illégal dans sa version précédente par crainte notamment pour la sécurité des demandeurs d'asile expulsés envoyés au Rwanda. Selon le projet, ces derniers, d'où qu'ils viennent, verraient leur dossier examiné au Rwanda et ne pourraient ensuite en aucun cas retourner au Royaume-Uni, ne pouvant obtenir l'asile que dans le pays africain.

Pour tenter de sauver son texte, vivement critiqué par les associations humanitaires, le gouvernement a signé un nouveau traité avec Kigali. Il est adossé à ce nouveau projet de loi qui définit le Rwanda comme un pays tiers sûr et empêche le renvoi des migrants vers leurs pays d'origine. Il propose également de ne pas appliquer aux expulsions certaines dispositions de la loi britannique sur les droits humains, pour limiter les recours en justice. Le Haut-Commissariat pour les réfugiés des Nations unies a estimé, mercredi, que la dernière version du projet n'était « *pas compatible* » avec le droit international.

Son projet de loi devra désormais être approuvé par les membres non élus de la Chambre des lords, qui pourraient fort bien l'amender. Et s'il est adopté à temps avant les législatives, prévues en l'état à l'automne, le Labour, mené par Keir Starmer, a promis de l'abroger s'il arrive au pouvoir après quatorze ans dans l'opposition.

Un durcissement trop important pourrait par ailleurs fragiliser le partenariat avec le Rwanda, qui a déjà reçu près de 240 millions de livres (280 millions d'euros) de la part du Royaume-Uni. « *Cet argent ne sera utilisé que si les [migrants] viennent. Si ce n'est pas le cas, nous pourrons le rendre* », a assuré le président rwandais, Paul Kagame, interrogé mercredi au Forum économique mondial à Davos, en Suisse. Le Monde avec AFP 18 janvier 2024

J-C – Quel marchandage ignoble ! Et ce sont ces gens-là qui veulent nous donner des leçons de « *moral* » !

Commentaire adressé et publié par *Le Grand Soir*.

- Je m'interroge comme vous en essayant de prendre en compte tous les facteurs.

Outre que l'économie de guerre est la plus profitable et que tous les acteurs politiques savaient depuis les années 90 qu'un tel scénario aboutirait à une guerre, on a pu le lire ici ou là, le secteur militaro-industriel-financier engrange des dizaines ou des centaines de milliards de dollars de part et d'autre, rien que du bonheur !

Quant aux conséquences économiques des sanctions contre la Russie, chacun sait de quoi il retourne vraiment au bout de deux ans.

Tenez, deux infos récentes qui confirment à leur manière mon analyse, elles ne sont pas les seules :

- Gazprom a livré par jour 40,7 millions de m³ de gaz à l'Europe en 2023 via l'Ukraine – RT 3 janvier 2024

- Les autorités américaines ont offert un coup de pouce à la monnaie russe – RT 6 janvier 2024

Bien que cela fasse un moment que je n'y suis pas allé voir, je crois que les principales bourses occidentales se portent à merveille.

On entend dire que le dollar et Wall Street vont s'effondrer, que l'économie mondiale va exploser, que le capitalisme à l'agonie vit ses dernières heures, qu'on est à la veille d'une Troisième Guerre mondiale, etc. il y a de nombreux spécialistes en la matière qui matraquent ce discours depuis plus de 50 ans, sachant que cela finira bien par arriver un jour ou l'autre, mais certainement pas de la manière dont ils l'avaient prévu.

Partant de ce constat, je ne prête aucune attention à leur discours qui consistent à propager des illusions ou des analyses foireuses, qui sont faits pour nous induire en erreur ou pire, nous empêcher d'interpréter la situation correctement, de sorte qu'on se retrouve en présence d'une multitude d'interprétations qui en apparence se valent toutes sans qu'aucune ne parvienne à émerger réellement du lot, quand bien même il y en aurait une de valable, du coup les opposants au régime se divisent à l'infini en adoptant l'une ou l'autre, pendant que les capitalistes vaquent tranquillement à leurs affaires.

Contrairement à ce qu'on croit, les géopoliticiens autoproclamés qui sont étrangers au mouvement ouvrier ou qui en sont les ennemis, sont plus nuisibles qu'utiles à notre cause, on n'en a absolument pas besoin.

Depuis quelques mois je me livre à une expérience en m'informant directement à la source sans passer par eux pour collecter des données, ensuite je me livre à mes propres analyses sur l'actualité sociale ou politique nationale ou internationale, pas sur tous les sujets évidemment, arbitrairement je choisis les plus brûlants ou ceux qui selon moi présentent un intérêt particulier qu'on peut développer, et bien je me suis aperçu que non seulement c'était possible,

mais je m'en tirais très bien, mieux qu'eux et bien d'autres, j'ai produit des analyses sur un tas de sujets qui tenaient parfaitement la route, en toute indépendance, cela va de soi ou c'était sans doute la condition déterminante pour y arriver, ce qui n'est pas le cas des géopoliticiens, aucun n'est indépendant, ils sont tous liés idéologiquement au régime en place.

Réfléchissons un instant, en étant liés au régime, pourquoi produiraient-ils des analyses pour aider à le combattre ?

Abus de pouvoir et principe de présomption d'innocence.

Macron pratique l'un et revendique l'autre, on aura compris pourquoi dans sa situation, il protège ses arrières.

La machine infernale à fabriquer le consentement perd en efficacité.

Affaire Gérard Depardieu : les Français ne comptent pas arrêter de regarder ses films - huffingtonpost.fr 16/01/2024

L'affaire Gérard Depardieu est au cœur de toutes les conversations, de toutes les prises de parole politique ou presque, impossible donc pour les Français d'ignorer la polémique. Pourtant, une majorité d'entre eux ne comptent pas arrêter de regarder les films du comédien, d'après un sondage exclusif réalisé par YouGov pour Le HuffPost.

Comme nous le dévoilons ce mardi 16 janvier, 62 % d'entre eux ont répondu qu'ils continueraient en effet de visionner les longs métrages dans lesquels figure l'acteur mis en examen pour viol et agression sexuelle dans trois affaires. À l'inverse, 23 % ont répondu qu'ils cesseraient d'en regarder, quand 15 % ont répondu qu'ils ne savaient pas.

J-C - 23 %, cela fait beaucoup de décérébrés ou de cinglés, mais ils sont minoritaires, c'est réconfortant.

Révélation. "Il faut tout accepter pour faire ce métier", même se prostituer ou se livrer à la pornographie et ce n'est pas nouveau.

Violences sexuelles au cinéma : ce qui a concrètement changé sur les tournages depuis #MeToo - francetvinfo.fr 13 janvier 2024

Inspirés de l'industrie américaine du cinéma, des "*coordinateurs d'intimité*", nouvelle profession chargée d'encadrer les tournages de scènes à caractère sexuel, font très timidement leur apparition.

"On est encore souvent vus comme une police des mœurs", déplore auprès de l'AFP l'une des rares coordinatrices d'intimité en activité en France, Paloma Garcia Martens, qui se perçoit plutôt comme un "soutien à la mise en scène".

Parmi les réticences auxquelles elle se heurte, l'idée qu'un cinéaste "ne supporte pas l'intrusion dans sa relation sacrée avec l'acteur", la frilosité des producteurs... Mais aussi celle des interprètes eux-mêmes, qui ont parfois l'idée qu'il faut tout accepter pour faire ce métier. francetvinfo.fr 13 janvier 2024

J-C - Rappel qui demeure d'actualité.

Même dans le moindre téléfilm, comédie ou série policière, il faut qu'il y ait du cul, toutes les actrices qui ont fait carrière l'ont montré et s'en sont servi dans tous les sens du terme, vous voyez ce que je veux dire.

Cela ne me choque pas ou je ne le condamne pas, je ne les juge pas, elles font ce qu'elles veulent de leur cul. En revanche ce qui est insupportable, c'est quand certaines d'entre elles - je ne parle pas des plus laides, viennent à le dénoncer alors que leur carrière est derrière elle ou quand leur cul ne fait plus recette, parce qu'elles sont vieilles, ratatinées ou carrément repoussantes. Le procédé est franchement dégueulasse, des vieilles putes repenties auraient plus de dignité que ces salopes.

Jean-Luc Godard connut quelques déboires avec ses producteurs lorsqu'il leur présenta son film *Le Mépris* (1963). Pourquoi, parce qu'il ne contenait pas de scènes de cul !

Wikipédia - La première version du film présentée en juillet 1963 n'a pas du tout plu aux producteurs Carlo Ponti et Joe Levine ; en effet, la présence de Brigitte Bardot étant un atout majeur pour la production américaine, il était dès lors incompréhensible et inacceptable pour ces derniers que le montage définitif effectué par Godard ne comprît pas de scènes de nu de l'actrice dont le cachet a coûté la moitié du budget⁹. Les producteurs exigent ainsi des scènes supplémentaires au début du film et au milieu, montrant Bardot et Piccoli faisant l'amour, puis vers la fin, entre Bardot et Palance.

Raoul Coutard, directeur de la photographie :

« Ça a été un drame, parce que Jean-Luc a été obligé de retourner un certain nombre de plans pour que les Américains finissent de payer le dernier versement, et c'est Alain Levent qui les a tournés, parce que moi j'étais sur un autre film à ce moment-là. Cela s'est passé complètement à la fin, c'est-à-dire qu'on avait fait l'étalonnage du film. On avait envoyé le film à Sam Levine et ensuite il a dit : "Non, non, ça ne va pas, je veux voir le cul de Bardot". »
Wikipédia

Le capitalisme en quête de transcendance désespérément.

Le complexe transgenre-industriel (Scott Howard) - Réseau International 16 janvier 2024

Dans «*The Transgender-Industrial Complex*», Howard documente de manière exhaustive la vaste et vertigineuse constellation de personnalités et d'organisations qui sont à la tête de la cause transgenre. L'étude de Howard montre que le mouvement n'est pas du tout organique, mais plutôt un projet favori de l'establishment pervers occidental qui a été artificiellement fabriqué et propagé de haut en bas au cours de la dernière partie du XXe siècle, et qui est étroitement lié à «*d'autres programmes [impopulaires] mis en œuvre par l'establishment, tels que la migration massive/la «diversité», le changement climatique*», etc.

<https://reseauinternational.net/le-complexe-transgenre-industriel-scott-howard/#easy-footnote-bottom-4-378137>

Davos en quête de « confiance » et de « consensus social ».

Davos est un vulgaire club de rencontres, où chacun vient prêter allégeance aux tyrans qui dominant le monde. Comme quoi les choses ne se passent pas comme ils le voudraient ou sont contrariées par la lutte de classe des travailleurs et des peuples partout dans le monde, en guise d'aveu cette année ils ont intitulé leur rencontre *Reconstruire la confiance*, on fera tout pour continuer de leur pourrir.

- A la tribune, le Premier ministre chinois Li Qiang a vanté une économie chinoise qui "*progresses, avance et va continuer à dynamiser l'économie mondiale*". rts.ch 17/01/2024

Macron rend des comptes à ses maîtres.

Macron va à Davos - huffingtonpost.fr 17/01/2024

Le chef de l'État se rend au Forum économique mondial de Davos ce mercredi 17 janvier.

Pour faire « *rayonner la France* » sur la scène internationale, le chef de l'État compte souligner le riche calendrier de l'année qui vient de s'ouvrir, celle « *de toutes les fiertés françaises* », a indiqué son entourage aux journalistes en marge de l'événement. L'Élysée cite notamment le 80e anniversaire du Débarquement en juin, les Jeux olympiques et paralympiques cet été, le Sommet international de la francophonie en octobre, et la réouverture de Notre-Dame à la fin de l'année.

Dans un contexte international marqué par les conflits à Gaza, en Ukraine et en mer Rouge, Emmanuel Macron entend aussi mettre l'accent sur le « *réarmement économique et industriel* » avant les vœux aux armées vendredi à Cherbourg. huffingtonpost.fr 17/01/2024

Les syndicats adressent un message à Davos : Faites-nous confiance, on partage les mêmes valeurs démocratiques !

J-C - Vaut mieux en rire même si c'est sordide au possible. Le secrétaire général de la CSI, Luc Triangle, a publié dans un blog qui appartient au Forum économique mondial un article basé sur la démocratie destiné aux participants de Davos, je cite "*L'importance d'un mandat démocratique*", alors que plus de 2700 des 2800 participants à cette réunion n'ont jamais été élus, dont les dirigeants de Davos. Sans parler des chefs d'Etat présents, qui, certes ont été élus, mais piétinent en permanence la démocratie, quand leur régime n'est pas carrément fascisant, en France par exemple.

Quant à la confiance, chacun sait que si elle faisait défaut c'est tout le système financier qui s'effondrerait aussitôt. Donc en se faisant le chantre de la confiance et de la démocratie, mieux en combinant les deux, les syndicats collaborent une fois de plus à une sordide mystification, il ne pouvait pas en être autrement.

Forum économique mondial 2024: la confiance repose sur les valeurs démocratiques - ituc-csi.org

CSI : La Confédération syndicale internationale.

<https://www.ituc-csi.org/forum-economique-mondial-2024-la?lang=en>

Toutefois, pour que cette nouvelle édition soit couronnée de succès, l'objectif spécifique du rétablissement de la confiance perdue dans les structures d'entreprise et politiques doit être fondé sur le respect effectif des valeurs démocratiques et un engagement tangible des gouvernements à agir dans l'intérêt de la population qui les a élus, plutôt que de servir les puissants intérêts commerciaux. Tel est le principal message que le secrétaire général de la CSI, Luc Triangle, adressera lors de l'événement.

Luc Triangle a rédigé un blog pour le Forum économique mondial que vous pouvez consulter [ici](#).

<https://www.weforum.org/agenda/2024/01/priorities-democracy-workers-rights-2024/>

Vous voulez savoir à quoi vous "attendre" pour la suite, demandez le programme aux maîtres du monde, direction Davos.

Davos 2024: Qui vient et à quoi s'attendre - weforum.org 11 décembre 2023

<https://www.weforum.org/agenda/2023/12/davos-2024-what-to-expect-and-whos-coming/>

Extrait en français (traduction automatique).

La réunion annuelle 2024 du Forum économique mondial se tiendra du 15 au 19 janvier à Davos, en Suisse.

La réunion se réunit sous le thème du Rebuilding Trust, accessible au grand public et plus de 200 sessions retransmises en direct.

La réunion accueille favorablement plus de 100 gouvernements, toutes les grandes organisations internationales et les 1000 entreprises partenaires du Forum, ainsi que les dirigeants de la société civile, les principaux experts, les jeunes acteurs du changement, les entrepreneurs sociaux et les médias.

« À l'heure où les défis mondiaux exigent des solutions urgentes, une collaboration innovante entre les secteurs public et privé est nécessaire pour transformer les idées en actes », a déclaré la présidente du Forum économique mondial. « Le Forum fournit la structure nécessaire à la recherche, aux alliances et aux cadres qui favorisent la coopération impulsée par les missions tout au long de l'année. La réunion annuelle de la semaine prochaine sera un accélérateur de cette coopération, en approfondissant les liens entre les dirigeants et entre les initiatives. »

Qui vient ?

Plus de 300 personnalités publiques y participeront cette année, dont plus de 60 chefs d'État et de gouvernement. Toutes les régions clés du monde seront fortement représentées. Les principaux dirigeants politiques qui y participent sont les suivants :

Li Qiang, Premier ministre de la République populaire de Chine; Emmanuel Macron, Président de la République de Corée; Ursula von der Leyen, Président de la Commission européenne; Javier Milei, Président de l'Argentine; Han Duck-soo, Premier Ministre de la République de Corée; Pedro Sanchez, Premier Ministre d'Espagne; Viola Amherd Volodymyr Zelenskyy, Présidente de la Confédération suisse 2024 Alexander De Croet Conseiller fédéral de défense, de protection civile et de sports; Francisco Petro Urrego, Président de la Colombie; Kyriakos Mitsotakis, Premier Ministre de la Grèce; Mohammed Shyaa Al Sudani, Premier Ministre iraquien; Leo Varadkar, Taoiseach of Ireland; Bisher Hani Al Khasawneh, Premier Ministre du Royaume de Jordanie; William Samoei Ruto Oyun-Erdene Luvsannamsrai, Président du Kenya; Najib Mikati, Président du Conseil du Conseil Mark Rutte Premier Ministre des Pays-Bas; Bola Ahmed Tinubu, Président du Nigéria; Andrzej Duda, Président de la Pologne; Mohammed Bin Abdulrahman Al Thani, Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de l'État du Qatar; M . Aleksandar Vucic, Président de la Serbie; M. Tharman Shanmugaratnam, Président de Singapour; Ranil Wickremesinghe Srettha Thavisin, Président de Sri Lanka; Pham Minh Chinh Premier Ministre du Viet Nam.

En outre :

Antony Blinken, secrétaire d'État américain; Jake Sullivan, conseiller à la sécurité nationale des États-Unis, et des représentants du Sénat et de la Chambre des représentants.

Les chefs d'organisations internationales qui y participent sont notamment les suivants :

M. Antonio Guterres, Secrétaire général des Nations unies; Mme Kristalina Georgieva, Directrice générale du Fonds monétaire international; Ajay S. Banga, Président du Groupe de la Banque mondiale, Ngozi Okonjo-Iweala, Directeur général de l'Organisation mondiale du commerce; Jens Stoltenberg, Secrétaire général de l'Organisation du Traité de l'Atlantique

Nord; Tedros Adhanom Ghebreyesus, Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé; Achim Steiner, Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement.

On estime que 1 600 chefs d'entreprise, dont 800 des plus grands PDG et présidents du monde membres et partenaires du Forum économique mondial, y participeront. Il y aura également plus de 150 innovateurs mondiaux, pionniers technologiques et licornes qui transforment les industries.

Plus de 200 membres des communautés Global Shapers du Forum, Jeunes leaders mondiaux et les entrepreneurs sociaux se joindront à la mise en valeur des innovations et des solutions locales. Plus de 150 experts et chefs des principales universités, institutions de recherche et groupes de réflexion du monde participeront également à la réunion. Plus de 40 travailleurs, organisations non gouvernementales et chefs religieux de la société civile y participeront également.

Les chefs d'organisations de la société civile sont les suivants : Kirsten Schuijt, Directeur général de la WWF International; David Miliband, Président du Comité international de secours; Luc Triangle, Secrétaire général de la Confédération syndicale internationale; Tirana Hassan, Directeur exécutif de Human Rights Watch.

La réunion annuelle 2024 continuera d'être informative et accessible au grand public grâce à la retransmission en direct de plus de 200 sessions. En outre, le Forum ouvert, qui en est à sa vingt et unième année, accueillera des tables rondes ouvertes au public sur le thème « *From Life to Lab: Science in Action* ». Le Village mondial de collaboration continuera de faire progresser ses travaux lors de la réunion et d'élargir l'accès du public.

Reconstruire la confiance

Davos 2024 est la 54e réunion annuelle du Forum économique mondial. Sous le thème *Rebuilding Trust*, la réunion vise à rétablir les agences collectives et à renforcer les principes fondamentaux de transparence, de cohérence et de responsabilité entre les dirigeants.

La réunion s'articule autour de quatre domaines:

Assurer la sécurité et la coopération dans un monde fragmenté

Comment pouvons-nous faire face efficacement aux crises sécuritaires, telles que la situation actuelle au Moyen-Orient, tout en plaçant la terre sous les forces structurelles de la fragmentation? Comment pouvons-nous identifier les domaines dans lesquels la coopération est essentielle pour garantir un scénario gagnant-gagnant pour toutes les parties prenantes?

S'appuyer sur l'engagement à long terme et structuré du Forum avec les gouvernements, les organisations internationales et les experts de toutes les régions.

Créer de la croissance et des emplois pour une nouvelle ère

Comment le gouvernement, les entreprises et la société civile peuvent-ils s'unir autour d'un nouveau cadre économique pour éviter une décennie de faible croissance et placer les gens au

centre d'une trajectoire plus prospère? Comment pouvons-nous minimiser les arbitrages et maximiser les synergies dans une situation où les mesures traditionnelles semblent échouer?

Soutenu par des partenariats avec des institutions économiques internationales et des universitaires de haut niveau, ainsi que par les travaux du Forum sur la compétitivité, l'innovation et le capital humain.

L'intelligence artificielle en tant que force motrice pour l'économie et la société

Comment pouvons-nous utiliser l'IA pour tous bénéficier ? Comment le paysage réglementaire divergent-scient-il avec l'innovation et les risques sociétaux? Comment l'IA s'interfacera-t-elle avec d'autres technologies transformatrices, dont 5/6 G, l'informatique quantique et la biotechnologie?

Ancré dans , intégrant les principaux gouvernements et entreprises, et dans 20 centres pour...

Une stratégie à long terme pour le climat, la nature et l'énergie

Comment pouvons-nous développer une approche systémique à long terme pour atteindre les objectifs d'un monde neutre en carbone et positif pour la nature d'ici 2050 tout en offrant un accès abordable, sûr et inclusif à l'énergie, à l'alimentation et à l'eau? Comment équilibrer ces arbitrages pour parvenir à un consensus social?

Intégrer les travaux d'initiatives du Forum à objectifs multiples, y compris...

Journal de bord d'un écolo-réaliste à la COP 28 - Association des climato-réalistes 26 décembre 2023

Membre de l'association des climato-réalistes, j'ai réussi à s'immiscer pendant 8 jours dans les arcanes de la COP28 à Dubaï. Je vous fais le récit de mes tribulations.

Extrait.

Et dans nos bibliothèques d'écoles et d'universités nous trouverons, bien mis en évidence, de nombreux ouvrages sur ces sujets épineux : « *Comment détruire l'industrie en 10 leçons pour développer l'économie* » ; « *Comment créer une famine en moins de 3 ans pour sauver l'humanité* » ; « *Comment développer une misère durable, inclusive et pour tous* ». Bill Gates aura sans doute préfacé chacun de ces ouvrages fondamentaux tant profonde est son ubiquité intellectuelle : nous l'aurons vu passer en quelques années de spécialiste du virus informatique à spécialiste du virus biologique, pour finalement donner ses recommandations sur le climat et les meilleures manières de nous assurer un hiver éternel. Il aura sans doute pondu également son propre ouvrage – cette fois-ci préfacé par Jancovici – sur l'inexorabilité de la décroissance et les bienfaits du rationnement alimentaire mondial. Son titre sonnera comme un tocsin (et un glas) : « *La Richesse des Rations – Théorie générale de la faim ou misère de la boulimie* ».

Drôle de monde ! Il fut un temps, pas si éloigné, où l'on réclamait de l'argent pour favoriser la croissance, bâtir des usines, multiplier les emplois, couvrir la terre de champs pour nourrir l'humanité, construire des routes et des moyens de transport pour faciliter les échanges et découvrir le monde, développer les capacités de l'être humain, accomplir rêves et ambitions d'un nombre croissant de personnes. Maintenant on demande, à cor et à cri, des sous pour financer l'arrêt de l'économie, la mort du travail, pour assurer la pénurie, ralentir et limiter les transports, accentuer l'inertie !

Toujours cette logique orwellienne à l'œuvre dans cet univers étrange des logiques paradoxales auxquelles nous finirons par nous habituer, si ce n'est pas déjà le cas. Logiques qui nous amèneront toutes les misères du monde que le climat n'aura pas réussi à nous imposer à lui tout seul malgré ses éternels caprices.

Pour lire la suite qui était succulente :

<https://www.climato-realistes.fr/journal-de-bord-dun-ecolo-realiste-a-la-cop-28/>

Je leur ai adressé un commentaire de soutien que j'ai modéré volontairement. J'avais commencé à en rédiger un autre, mais devenu beaucoup trop long et politique, j'ai renoncé à leur envoyé, je le publie séparément ci-dessous.

Business as usual, chut il ne faut pas le dire !

Ils ont déjà perdu cette guerre. Les mondialistes insistent lourdement sur le fait que les "*ressources physiques*" seraient limitées, mais quelle proportion les hommes en ont-ils exploitées à ce jour, sachant qu'ils n'ont exploité qu'une toute petite partie de celles qui figurent sur la terre ferme qui ne représente que 25% de la surface de notre planète, et que demeurent pratiquement intactes ou inexploitées celles qui figurent au fond des océans qui représentent 75% de la surface de la Terre, on est en droit de penser qu'avant d'atteindre cette limite qu'on ne connaît pas d'ailleurs, il devrait en passer des siècles et des siècles. Sans parler des progrès scientifiques et technologiques à venir qui permettront d'ici là de satisfaire l'ensemble des besoins de l'humanité.

En revanche, ce qui pourrait justifier cette guerre ou plutôt toutes ces guerres d'hier et d'aujourd'hui contre tous les peuples, c'est le fait que l'augmentation du taux de productivité n'est pas extensible à l'infini. De plus, il est impossible d'imposer autoritairement le taux de productivité le plus élevé atteint aux travailleurs du monde entier, les rapports sociaux économiques ne fonctionnent pas de cette manière-là, ou alors cela nécessiterait au moins un siècle de plus, or le temps leur est compté. Qui plus est, selon les pays le développement économique s'effectue selon des rythmes et des délais sur lesquels ils ont peu d'emprise, pire, il aura des conséquences qui fatalement entreront rapidement en contradiction avec leurs objectifs, et ainsi de suite. Ils se retrouvent donc confronter en permanence au même défi sans jamais pouvoir le résoudre définitivement.

On a pu observer que, chaque fois que le taux de productivité progressa, mais aussi pour imposer ses nouvelles normes au système productif, il fallut au préalable procéder à de gigantesques destructions de manière à pouvoir libérer le capital ou la plus-value acculée dans

des proportions tout aussi gigantesques, processus auquel nous avons assisté pendant et après chaque guerre mondiale et qui s'est poursuivi sans interruption depuis 1945. A ceci près qu'aujourd'hui, ils ne peuvent plus prendre le risque de recourir à ce scénario, ce qui d'ailleurs ne serviraient à rien et ils le savent très bien, puisqu'autant la division du travail que la productivité ou encore la multiplication des besoins des hommes ont atteint leur limite ultime, d'où la tentative désespérée de recourir à la décroissance pour sauver les meubles, se sauver eux-mêmes. Comment cela ou pourquoi ?

La décroissance témoigne de l'incompatibilité du capitalisme avec le bien-être des peuples.

La décroissance devrait se traduire, si on les prend au mot, par une régression des besoins des hommes, une régression sociale généralisée imposée dans les pays les plus développés, et l'interdiction pour les autres pays d'accéder à un niveau de développement comparable, d'où sur le plan politique la nécessité d'instaurer un régime mondial totalitaire pour l'imposer à tous les peuples, qui infailliblement s'y opposeront farouchement, car il s'agira de leur propre survie, alors se posera à eux avec une acuité particulière, la question de savoir dans quel type de société ils veulent vivre...

Santé.

On veut nous refaire le coup de l'hydroxychloroquine qui tue, mais en pire - AIMSIB 14 janvier 2024

https://www.aimsib.org/2024/01/14/on-veut-nous-refaire-le-coup-de-lhydroxychloroquine-qui-tue-mais-en-pire/?utm_source=brevo&utm_campaign=Newsletter+CSI+Janvier+2024&utm_medium=email

Des professeurs japonais du «Groupe d'étude sur les vaccins» dévoilent des effets secondaires «sans précédent» dans un communiqué de presse - Réseau International 16 janvier 2024

<https://reseauinternational.net/des-professeurs-japonais-du-groupe-detude-sur-les-vaccins-devoilent-des-effets-secondaires-sans-precedent-dans-un-communiquede-presse/>

OMS et multirésistance bactérienne, quatre bricolages de labos qui pourraient tuer nos libertés - AIMSIB 24 Déc 2023

https://www.aimsib.org/2023/12/24/oms-et-multiresistance-bacterienne-quatre-bricolages-de-labos-qui-pourraient-tuer-nos-libertes/?utm_source=brevo&utm_campaign=Newsletter+CSI+Janvier+2024&utm_medium=email

La saine réaction d'un médecin.

Québec : un médecin de Montréal radié trois mois pour avoir « mégenré » un patient trans - lejdd.fr 16/01/2024

Ils ont eu un différend qui les a menés à la justice. Un médecin de Montréal a été radié durant trois mois pour avoir refusé de prescrire un traitement hormonal à son patient transgenre et pour avoir refusé de le considérer comme un homme (alors qu'il est né femme), indique La Presse lundi 15 janvier. Il est son médecin de famille depuis 2018. Mais, en mai 2022, le patient s'est rendu auprès du professionnel pour demander un traitement hormonal. Il n'a pas hésité à enregistrer l'échange sur son téléphone portable. Le docteur a toutefois indiqué ne jamais avoir prescrit de tel traitement, renvoyant son patient vers un autre confrère.

Si le patient accepte de recevoir les coordonnées de l'autre praticien, l'échange s'est peu à peu tendu. Le médecin a notamment rappelé les effets secondaires rencontrés lors du processus de transition comme un comportement agressif. Il a également refusé de considérer le patient comme un homme puisqu'il est « *génétiquement une femme* ». « *Si une analyse chromosomique est réalisée, il sera démontré que les chromosomes sont porteurs des gènes XX et non XY* », a-t-il évoqué. Le patient a persisté, indiquant vouloir être considéré de la sorte. « *Oui, ça, c'est dans votre cerveau* », aurait renchéri le médecin selon La Presse. La situation était si tendue que le médecin a fini par chasser le patient de son cabinet. Il a refusé de fournir les coordonnées de son collègue qu'il avait conseillé plus tôt et a appris au patient qu'il ne le suivrait plus pour rupture de confiance.

Une plainte a été déposée par le patient. Le médecin examinateur, chargé de l'enquête, a conclu qu'il n'y avait pas de comportement discriminatoire de la part du mis en cause mais plutôt « *un problème au niveau de la qualité de la relation professionnelle et un manque de respect envers le patient* ».

Insatisfait de cette conclusion, le plaignant a alors effectué une demande d'enquête au bureau du syndic du Collège des médecins. Le médecin a enfin plaidé coupable, rappelant que « *l'attitude du patient (...) dénote au mieux une problématique ou l'inexistence de la confiance mutuelle nécessaire à la relation professionnelle* ». Il a pour obligation de purger deux périodes de radiation, l'une de trois mois et l'autre de deux mois. lejdd.fr 16/01/2024

Guerre psychologique et biologique contre la population mondiale.

J-C - Comment vous conditionner pour que vous réclamiez ou adoptiez les mesures destinées à faire face aux conséquences d'une pandémie fabriquée.

"Maladie X" plus mortelle que le Covid: l'agence sanitaire russe soupçonne un coup de com' - fr.sputniknews.africa 14.01.2024

Une des tables rondes du Forum économique mondial, qui se tiendra à Davos du 15 au 19 janvier 2024, sera consacrée à la "maladie X", qui pourrait causer 20 fois plus de décès que la pandémie du coronavirus.

En effet, après la pandémie de Covid, l'OMS a déclaré que d'autres agents pathogènes pourraient lui succéder et provoquer de nouvelles épidémies.

Les participants de ce rendez-vous vont discuter des efforts à entreprendre pour préparer les systèmes de santé à une éventuelle pandémie. Le nom de Tedros Adhanom Ghebreyesus, patron de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), figure sur la liste des speakers.

L'agence sanitaire russe réagit

La présence de ce sujet dans l'ordre du jour du forum recèle des enjeux purement économiques et non scientifiques, estime l'agence sanitaire russe.

L'instance pointe du doigt le fait que les participants de la réunion sont des acteurs intéressés du big pharma qui vont profiter de nouveaux investissements.

"La présence de la "maladie X" à l'ordre du jour de Davos et la participation des acteurs qui ont des intérêts financiers là-dedans, dont les grandes sociétés pharmaceutiques, montrent que la session tournera autour de la hausse des investissements. Ceci est particulièrement favorable aux grandes entreprises pharmaceutiques, qui prétendent anticiper les pandémies, raison pour laquelle elles discutent de la question au Forum économique mondial", a souligné Rospotrebnadzor.

Dans le même temps, de grands experts et chercheurs en épidémiologie, qui s'occupent de l'évaluation des risques de nouvelles pandémies et des mesures pour s'y préparer, ne sont pas inclus dans la liste des participants, note l'agence.

Après la pandémie de Covid-19, l'OMS tente de promouvoir l'idée de réformer l'architecture sanitaire mondiale. Elle le justifie par des menaces futures et le manque de préparation et appelle à lui octroyer plus de financement, explique l'organisme sanitaire.

La "maladie X" n'est pas réelle. C'est un concept théorique utilisé par l'OMS pour modéliser et anticiper la menace sanitaire hypothétique. fr.sputniknews.africa 14.01.2024

<https://reseauinternational.net/le-wef-et-loms-annoncent-la-menace-de-la-maladie-x-la-derniere-ligne-droite-pour-le-traite-sur-les-pandemies-et-la-solution-finale-de-bill-gates/>

<https://thecountersignal.com/wef-and-who-prime-disease-x-in-final-push-for-pandemic-treaty/>

<https://expose-news.com/2023/08/08/disease-x-was-rehearsed-at-clade-x-are-we-about-to-see-a-new-plandemic/>

"Maladie X" : quel est ce virus hypothétique qui agite les complotistes - tf1info.fr 15 janvier 2024

Ils se sont insurgés pendant des mois contre les restrictions liées à l'épidémie de Covid-19. Et craignent dorénavant que les autorités renouvellent l'expérience. Sur les réseaux sociaux, des

internautas alertent sur le contenu des discussions lors du forum économique mondial qui s'est ouvert à Davos, lundi 15 janvier.

Le 17 janvier, une table-ronde est en effet prévue à Davos au sujet de la "*maladie X*", à en croire l'agenda en ligne du forum. Seront réunis autour de la table plusieurs intervenants de la communauté internationale, dont le patron de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), le ministre de la Santé du Brésil et le président du conseil d'administration du laboratoire AstraZeneca. Objectif de la réunion, discuter des "*efforts qui seraient nécessaires pour préparer les systèmes de santé aux multiples challenges qui les attendent*".

Parmi les défis, cette fameuse "*maladie X*". À noter qu'il s'agira pour les participants de débattre de ces enjeux et non de décider d'une politique à mettre en place. Car pour rappel, si le forum qui se réunit tous les ans à Davos rassemble les principaux leaders politiques et des représentants de la société civile, il n'a aucun pouvoir décisionnaire. Comme l'analysait le politologue Jean-Christophe Graz en 2008, ce type de forums qui s'arrogent un "*pouvoir illégitime*", n'ont qu'un "*pouvoir informel limité*".

J-C- Faux, au contraire, en janvier 2020 à l'échelle mondiale on a fait l'expérience dramatique de leur pouvoir devenu tentaculaire, illimité

La maladie qui ronge la société n'est pas inconnue : Le capitalisme.

Le clan de l'oligarchie financière anglo-saxon le plus puissant, qui est à l'origine de la mystification mondiale au Covid-19 de 2020, annonce depuis Davos qu'il est prêt à récidiver en lançant une nouvelle maladie inconnue nommée "*maladie X*", qui serait destinée à faire plus de mort que la précédente, qui en quelque sorte aurait servi de répétition générale à une opération à venir d'une portée beaucoup plus vaste, consistant à déposséder définitivement tous les Etats de leur souveraineté en terme de santé publique, au profit de l'OMS promu ministère mondial de la Santé dirigé par les trusts pharmaceutique mafieux et criminels.

Les Russes présentent cela à leur façon comme un simple "*coup de com*" pour ne pas avoir à affronter directement les Américains, c'est un simple constat, un de plus qui témoigne si nécessaire de leur collusion d'intérêt contre les peuples, sans nier les tensions et désaccords qui existent entre eux, de la concurrence farouche à laquelle ils se livrent, qui concerne également les 4 ou 5 clans qui s'affrontent au sommet de l'oligarchie financière anglo-saxonne dont l'origine est à rechercher du côté des contradictions qui résultent de la survie du capitalisme pourrissant, que les uns et les autres tentent de sauver comme ils peuvent pour assurer leur propre survie.

Ils sont à la fois alliés et ennemis, alliés quand il s'agit d'affronter ou contenir le prolétariat mondial, ennemis quand ils estiment que l'un d'entre eux menace leurs intérêts fondamentaux, ces deux rapports ne sont pas incompatibles, ils concernent des conditions différentes auxquelles ils doivent s'adapter, mais finalement on retrouve toujours les mêmes facteurs ou acteurs en toile de fond, la crise du capitalisme et la lutte des classes.

On sait que le développement du capitalisme conduit inévitablement à la rationalisation à l'extrême de la production, ce qui nécessite pour se réaliser que la division du travail soit

conduites à ses limites extrêmes pour garantir un maximum de productivité, et que ce processus dialectique va se traduire inéluctablement par une concentration du capital toujours plus grande. Cette condition est déterminante pour éviter que ce processus se disloque.

Maintenant, qui dit concentration du capital dit concentration du pouvoir politique entre les mains des plus riches. Il leur faut donc concevoir une structure ou une institution politique (internationale), à partir de laquelle ils peuvent exercer leur pouvoir politique, sans partage de préférence puisqu'ils concentrent tous les pouvoirs, d'où l'incapacité des Etats ou des vieilles structures politiques du capital issus de la lutte des classes de remplir cette fonction.

Voilà ce qui justifie l'établissement d'un gouvernement mondial qu'ils contrôlèrent ou auquel ils dicteraient leur politique. Il serait forcément de nature totalitaire, après que toutes les représentations politiques issues de la lutte des classes eurent été déclarées obsolètes ou identifiées comme des obstacles à leur pouvoir absolu.

Ainsi tout s'explique très bien et se tient pour peu qu'on n'évacue pas la nature du capitalisme, la crise du capitalisme, ainsi que la lutte des classes.

Tout cela figurait déjà dans *Le Capital* de Marx et Engels et dans *Le capitalisme stade suprême du capitalisme* de Lénine, certes parfois en pointillé ou à l'état d'ébauche, à nous d'écrire la suite, si nous en sommes capables, personnellement je doute fortement en avoir la capacité, ce qui ne doit pas m'empêcher de réfléchir et d'y contribuer modestement.

Il y a encore une question qu'on n'a pas abordé parce qu'elle nécessite un long développement ou une profonde concentration, et pour l'instant j'avoue ne pas savoir par quel bout la prendre, je vous la livre brut de décoffrage comme l'on dit.

Contrairement à ce qu'avaient imaginé les maîtres du marxisme qui nous servent toujours de référence, le capitalisme recelait manifestement des ressources insoupçonnées ou dont nous n'avions pas pris conscience, pour survivre à toutes les graves crises qu'il allait traverser depuis la fin du XIXe siècle et tout au long du XXe siècle jusqu'à nos jours, c'est le premier constat dont nous devons partir, qu'il nous faut accepter sans état d'âme ou en toute lucidité.

On a passé notre temps à échafauder un tas de théories pour tenter de trouver une explication, sans qu'aucune ne l'emporte sur les autres, toutes comportaient de graves lacunes, des biais provenant de multiple a priori, surtout le refus d'admettre que les choses ne s'étaient pas passées comme on l'avait prévu ou qu'on s'était fourvoyé, sans être en mesure de comprendre comment et pourquoi nous avons pu nous illusionner à ce point-là, notre amour propre est souvent mal placé ou on manque cruellement de modestie pour admettre nos faiblesses ou nos erreurs. Nous en sommes là aujourd'hui, autant dire qu'on est mal barré.

Il faut se remémorer les raisons de la dégénérescence de la révolution russe de 1917, du parti bolchevik, de l'Internationale communiste et de l'URSS, en dos mot, le degré d'arriération du prolétariat russe et international, le sous-développement de l'économie mondiale, ce qui devait favoriser l'établissement de régimes féodaux ou de dictatures sur tous les continents sur lesquels les puissances impérialistes exerceraient leur pouvoir en pillant leurs richesses tout en leur interdisant tout développement économiques, de manière à ce que la situation coloniale qui prévalait à l'aube du XXe siècle perdure pendant au moins un siècle de plus, tout du moins sur les pays les moins peuplés ou les plus isolés, de sorte que les conditions immatures pour une révolution socialiste mondiale soient maintenues également.

C'est ainsi que chacun peut constater, que pour aucun peuple dans le monde et pas seulement au Moyen-Orient, en Afrique, en Amérique latine ou en Asie, aujourd'hui nulle part il existe une issue politique.

En Occident ou dans les pays les plus développés, parce que le colonialisme tout au long du XXe siècle a permis de dégager la plus-value nécessaire pour corrompre les classes moyennes, les masses et le mouvement ouvrier, garantir un niveau de vie supérieur à celui du reste du monde, au point qu'ils n'ont même plus de direction politique, ils sont disloqués, atomisés. Pire encore, tandis que les classes moyennes et les masses sont conditionnées par l'idéologie dominante ultra réactionnaire, pour ne pas être en reste ou se retrouver marginalisé, le mouvement ouvrier lui sert d'agent en multipliant les témoignages d'allégeance aux maîtres du monde, apôtre de la mystification hygiéniste ou de l'OMS-Gavi-Gates, disciple du Green New Deal ou du GIEC-Davos, féministes enragées et adeptes du mythe du matriarcat qui renvoie au stade primitif du développement de l'humanité auquel le Forum économique mondial rêve de nous renvoyer, bref, contrairement à ce que pensait Lénine, l'opportunisme a la vie aussi dure que celle du capitalisme.

Dans le reste du monde, il ne faut se faire aucune illusion non plus, les peuples qui luttent pour leur survie quotidiennement, n'ont aucune chance de s'en sortir, à l'instar des Palestiniens, dont le destin tragique est la caricature de cette absence d'issue politique conforme aux intérêts des exploités et des opprimés.

Après la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'avant-garde du mouvement ouvrier en occident et particulièrement en France fit croire à plusieurs générations de travailleurs et militants que les conditions objectives et subjectives étaient mûres ou sur le point de mûrir pour que se déroule une révolution socialiste qu'on n'a jamais vu venir, du coup elle fut condamnée à dégénérer, à se putréfier, finalement à se renier, à trahir ses engagements, à se disloquer à son tour, ses dirigeants n'ayant jamais voulu admettre leurs erreurs ou pour avoir produit des théories et des analyses foireuses, leur incapacité à analyser la situation mondiale, tous les courants ou partis qui existent aujourd'hui en sont les reliquats évanescents.

Ce qui a changé entre hier et aujourd'hui, c'est qu'hier leurs illusions avaient comme un parfum d'espoir et de liberté, c'est la principale raison pour laquelle nous fûmes si nombreux à les partager, alors que de nos jours elles puent littéralement, car entre temps la société s'est décomposée, gangrenée, putréfiée dans des proportions hallucinantes, alarmante, décadente, liberticide et intolérante au possible, mais ce n'est pas cela qu'ils dénoncent et combattent, non, ils en rajoutent une couche, là encore ils nous raconteront comme autrefois que c'est pour éviter de se couper des masses qu'ils flattent ou encouragent leurs illusions les plus insupportables, alors qu'en réalité, c'est surtout par crainte de rompre les relations qu'ils ont tissés de longue date avec des pans de la gauche institutionnelle, de passer pour des extrémistes ou des "*complotistes*", ultime insulte qui les condamnerait à une marginalisation dont ils ne remettraient jamais ou précipiteraient leur disparition. Que peuvent-ils faire d'autres, que peuvent-ils inventer encore pour continuer à exister ?

Vous comprendrez peut-être mieux pourquoi je n'ai pas voulu en être, bien que je respecte les travailleurs ou militants qui les ont rejoints, car je ne pense pas qu'ils aient eu conscience de ce que je viens de développer.

Reste le capitalisme, le plus gros morceau que j'aborderai brièvement.

Chacun a pu constater qu'il ne s'est pas effondré depuis 1945, Bretton Woods, etc. Il a connu des crises dont il s'est très bien sorti. Chaque fois on nous a prédit des crises plus vastes et profondes sans que finalement il explose en plein vol.

De la fondation de la Fed en 1913 à nos jours, ceux qui dominent le capitalisme mondial, les mêmes familles, banquiers ou trusts, cousins ou oncles éloignés par alliance comme dans les monarchies, les nouveaux ultra riches ayant croisé ou lié leur destin avec le leur, l'internationale oligarchique se porte à merveille. Elle a considérablement accru sa fortune et son pouvoir politique devenu tentaculaire au cours des dernières décennies. Ayant infiltré les principaux gouvernements occidentaux, toutes les institutions financières ou politiques internationales, elle contrôle tous les marchés, elle leur dicte sa loi, son orientation politique. Elle déclenche les crises et les guerres, les pandémies et les famines. Elle détermine la ligne éditoriale des médias mainstream, elle se sert des réseaux dits sociaux qu'elle a créés pour en faire autant d'agents à sa solde, histoire de faire croire aux plus naïfs qui pullulent dans le monde, que les idées qu'ils véhiculent sur le Net proviendraient de la majorité de la population, de sorte que chacun se sente obligé d'y adhérer pour ne passer pour un excentrique ou un affreux complotiste. Le pouvoir judiciaire lui est acquis également, comme pratiquement toutes les couches des classes moyennes qui ne sont pas encore menacées de paupérisation. Bref, à quelques exceptions près ou quelques accroc ici ou là qui ne l'empêchent pas de dormir tranquillement, ils sont devenus littéralement les maîtres du monde.

Avec un endettement mondial de 307.000 milliards de dollars qui représentent plus de 350% le PIB mondial en 2023 (Source : agefi.fr - fin septembre 2023), chacun aura compris que le capitalisme survie uniquement à crédit, c'est un euphémisme. Cette dette exponentielle ne sera jamais remboursée, autant dire que l'avenir des prochaines générations est gravement hypothéqué ou qu'elles n'en auront pas, elles sont d'ores et déjà condamnées à vivre dans une société qui sera bien pire que la nôtre, cauchemardesque et barbare. Mais ce n'est là que je voulais en venir, c'est plutôt de savoir pourquoi et comment c'est possible.

Puisque l'oligarchie financière concentre tous les pouvoirs, elle détient la planche à billets, donc en cas de besoin, crise ou guerre ou je ne sais quoi, il lui suffit d'appuyer sur le bouton, et hop le problème est réglé comme par miracle ! Et les conséquences direz-vous, l'inflation par exemple. Pas de problème, elle manipulera tel ou tel facteur économique et hop enlevé c'est pesé, on n'en parle plus, sinon ce sera aux masses de régler la note et si elles ne le peuvent pas, on les y aidera, comment, pardi en arrosant les Etats dont la dette augmentera, fastoche, non ? On est donc en présence d'un système financier mafieux incontrôlable, qui peut agir en toute impunité, puisqu'ils sont juges et parties, ce sont eux qui nomment les chefs d'Etat ou les Premiers ministres, les ministres des Finances, de la Justice, etc.

Donc si vous avez basé vos espoirs sur l'effondrement du capitalisme, du dollar, de la Bourse, etc. pour faire la révolution, vous pourrez attendre indéfiniment. C'est désolant, frustrant, non, c'est comme cela, c'est tout. Mais alors comment font-ils pour pallier aux contradictions du capitalisme ?

Ils développent de nouveaux marchés, de nouveaux pays où ils vont exporter des capitaux et la division du travail, les deux marchent ensemble. Quelles vont en être les conséquences ? Cela va permettre de soulager les effets de la crise qui sévit dans les pays les plus développés, tout en permettant d'élever le niveau de vie de la population dans les pays qui bénéficient de

ces capitaux, de créer ou renforcer leur classe moyenne qui consommera une partie des marchandises produites, qui pourra accéder au crédit, à la propriété immobilière. Ces nouveaux producteurs payés au lance-pierres ou surexploités viendront concurrencer leurs petits camarades sur le marché mondial, ce qui contribuera à accentuer la pression sur les salaires vers le bas, et diminuer la pression à la hausse à venir dans les pays en train de se développer, puisque, qui dit développement économique dit multiplication des besoins ou charges fixes, donc hausse automatique des salaires pour les satisfaire. J'ai pu l'observer et le vivre en temps réel en Inde pendant 30 ans, le même processus que partout ailleurs depuis que le capitalisme existe, alimentant évidemment la lutte de classe du prolétariat qui réclame son dû, car conscient de participer directement au développement économique de son pays, les capitalistes n'y coupent pas.

Donc, dans tous les pays qui se développent économiquement le niveau de vie général de la population va augmenter, les salaires vont augmenter dans des proportions gigantesques, pas forcément au même niveau que les prix ou de l'inflation mais pas loin en ce qui concerne les biens de consommation courants, paix social ou stabilité du régime en place oblige. Quant au reste, l'accès au crédit facilitera l'accès à des biens d'équipement qui représentent un investissement plus lourd, ces populations, qui jusque-là n'avaient jamais eu de compte en banque, se retrouveront souvent endettées pour de longues années ou à vie ; Le miracle du capitalisme qu'on n'avait pas vu venir, qui fera de chaque travailleur un esclave enchaîné à son patron et à sa banque, et malheur à ceux qui ne pourront pas faire face à leurs créances, quel cauchemar !

Il arrivera forcément un moment où les limites de ce processus seront atteintes.

Combien de temps cela prendra-t-il ? Je l'ignore. Cela dépend des pays, d'où ils sont partis économiquement, de leurs richesses, de leur démographie... Leur niveau de vie et de salaire devraient rattraper ceux des pays développés à terme, dès lors il ne restera plus aux capitalistes qu'à trouver d'autre pays et d'autres marchés à développer, jusqu'au jour où cette réserve d'esclaves et de plus-value sera épuisée. C'est seulement quand ce stade ultime sera atteint, qu'on pourra déclarer que la mondialisation du capitalisme est parvenue à son terme ou que les conditions objectives pour passer au socialisme sont mûres.

On a eu tendance à retenir qu'elles avaient commencé à pourrir avec la destruction massive de forces productives dès le début du XXe siècle dont la Première Guerre mondiale fit la démonstration grandiose, la contrepartie de l'accumulation de capital dans d'énormes proportions pendant les décennies antérieures impossible à investir dans des placements rentables pour faire bref, on surestima ce facteur par la suite pour des raisons purement idéologiques et démagogiques, en expliquant qu'il signifiait que le capitalisme était au bout du rouleau, ce qui n'était manifestement pas le cas, pire, c'était une contrevérité dans la mesure où ce capital accumulée, qui était le produit du développement antérieur des forces productives capitalisme, allait être employé après chaque guerre pour développer de nouvelles forces productives dans le monde, et pas seulement pour reconstruire les pays ayant subi de gigantesques destructions au cours de ces guerres, comme on l'affirma un peu trop hâtivement.

Les parités de pouvoir d'achat (PPA) sont les taux de conversion monétaire qui ont pour objet d'égaliser les pouvoirs d'achat des différentes monnaies en éliminant les différences de niveaux des prix entre pays. (OCDE)

Dans l'Union européenne, le salaire minimum varie de 1 à 7. En 2023, les salaires minimaux dans les États membres de l'UE variaient de 399 euros par mois en Bulgarie à 2 508 euros par mois au Luxembourg. En parité de pouvoir d'achat, le salaire minimum est évalué à 604 euros en Bulgarie, contre 1.707 au Luxembourg, soit tout de même un écart de 1 à 3. (Source UE : ec.europa.eu/eurostat) L'Inde avec un salaire minimum évalué à 50 euros (Source : fr.countryeconomy.com), en réalité plus près de 70 euros selon mes constatations, l'écart en parité de pouvoir d'achat entre la France et l'Inde est 1 à 33 (Source OCDE: oecd-ilibrary.org)

Combien de temps cela prendra-t-il nous demandions-nous, un demi-siècle, cela semble court, d'ici la fin du XXIe siècle serait plus raisonnable. C'est seulement à partir de cette échéance que le passage au socialisme se présentera avec une acuité particulière à la majorité des peuples comme la seule alternative économique et politique possible.

Autrefois on nous avait raconté qu'un mode de production ne pourrait pas disparaître tant qu'il recèlerait encore des réserves, et que c'était le cas du régime capitalisme, on le crut à tort. 43 ans plus tard en ce qui me concerne, force est de constater qu'il est toujours en place et qu'il n'est pas près de disparaître. Tous les modes de production antérieurs avaient eu une durée de vie beaucoup plus longue que le capitalisme, il faut en avoir conscience.

L'internationale oligarchique a tiré les leçons du passé, elle sait qu'elle n'a pas intérêt à laisser s'effondrer le capitalisme et qu'elle dispose des moyens financier pour l'éviter. On nous dira sans doute qu'on s'écarte du marxisme ou du Capital de Marx et Engels avec une telle affirmation. Je l'assume entièrement, dans la mesure où le marxisme et ses penseurs n'ont jamais eu l'intention d'écrire leur propre histoire du processus historique. Ils se sont bornés à le décrire, si je puis dire, magistralement, de manière à ce que les exploités et les opprimés prennent conscience qu'ils ne pourraient pas défendre leurs intérêts de classe et d'obtenir à terme leur émancipation, s'ils ne parvenaient pas impérativement à la compréhension des grandes lignes ou des forces qui étaient à l'origine de ce processus historique ou qui avaient participé à son développement, finalement à en prendre le contrôle en s'emparant du pouvoir politique pour l'orienter dans une direction conforme à leurs intérêts et aspirations légitimes.

Là où on a commis une erreur grossière, ce fut d'idolâtrer le marxisme et ses penseurs, de sombrer dans un vulgaire dogmatisme et de cultiver le culte de la personnalité, nous étions jeunes et impatientes, ce qui ne constitue pas un reniement de ma part, puisque j'ai conscience plus que jamais que je leur dois tout ou je leur voue toujours une reconnaissance infinie.

Cela va en décevoir ou démoraliser plus d'un, or ce n'était pas le but de cet article, bien au contraire, car même à la fin du XXIe siècle, espérons un plus tôt si cela peut vous rassurer, on ne sera plus là pour le vivre depuis un moment, peu importe, les enseignements de la lutte de classe du marxisme demeureront indispensables pour passer au socialisme, car sans parvenir à la maturité du facteur subjectif, c'est-à-dire, sans l'organisation des masses et l'élévation de leur niveau de conscience politique, le capitalisme ne disparaîtra pas par enchantement.

La révolution socialisme restera d'actualité, elle est d'actualité, pas seulement parce que c'est la seule perspective dans laquelle on peut situer notre combat politique, pour maintenir vivant le flambeau du socialisme et le transmettre aux générations suivantes en attendant des jours meilleurs, nous soutenons la lutte de tous les exploités et opprimés dans le monde, ce ne sont pas les tâches politiques qui manquent.

Ne soyons pas triste ou désespéré de ne pas vivre la fin du capitalisme, n'en faisons pas une question individuelle, notre engagement politique vaut mieux que cela franchement. Soyons fidèle au socialisme et tout ira bien. Quant à tous les malheurs qui accablent nos semblables plus mal lotis que nous, qu'y pouvons-nous, rien hélas ! On n'a rien à se reprocher. On peut enrager et pleurer si cela nous soulage, mais il ne faut pas céder au découragement.

En somme j'ai gardé le meilleur pour la fin.

Maintenant pour modérer ma conclusion ou la compléter, je voudrais ajouter quelque chose de très important qui reconfortera ceux qui auraient tendance à croire que notre cause serait foutue ou qu'on serait vaincu d'avance, ce que je n'ai jamais dit.

Bien qu'il n'existe rien pour étayer cette hypothèse ou théorie à ce jour, j'ai d'ailleurs eu l'occasion de l'aborder à de nombreuses reprises dans mes causeries, il se peut que le facteur subjectif mûrisse plus vite que prévu dans les pays occidentaux et les plus développés dans le monde, du fait de l'accélération de la décomposition de la société soumise à un régime totalitaire. Des pans entiers des classes moyennes et des couches les plus évoluées du prolétariat ne le supportant plus, pourraient se rassembler pour renverser le régime en place et s'attaquer aux fondements du capitalisme, puisqu'elles n'auraient pas d'autres alternatives pour satisfaire leurs besoins sociaux et leurs aspirations démocratiques, autrement dit renouer avec le socialisme. Elles n'auraient pas le choix, soit demeurer sous un régime autoritaire impitoyable, de type fasciste ou nazi par bien des aspects, soit balayer le vieux monde pourri et reconstruire la société sur des bases sociales et humanistes.

Si par nature les hommes sont faibles ou comportent de graves lacunes quand ils viennent au monde et les conservent par la suite, il n'en demeure pas moins qu'ils développeront des aspirations au bien-être social, à la justice, à la démocratie, à la liberté, ils ne seront pas insensibles aux valeurs humanistes, les esclaves et les philosophes jadis en sont le plus brillants témoignages, comme l'on dit communément ils sont capables du pire et du meilleur, notre tâche à nous est de favoriser le meilleur qui sommeille en chacun d'eux et ne réclame qu'à s'exprimer pour peu qu'on leur en donne l'occasion. Ce sont ces aspirations qui ont contribué au développement économique et social de l'humanité.

L'argent, le statut social, le pouvoir que convoitent les hommes, sont bien peu de choses en réalité à côté de leurs aspirations humanistes.

L'argent ou posséder des biens matériels, on n'en a jamais assez. On peut en avoir un jour et tout perdre à la moindre occasion. Le statut social est instable, périssable, on peut en être déchu de la même manière, il repose sur des sables mouvants, un jour vous êtes porté au pinacle, et un autre on vous abat. Quant au pouvoir, il connaîtra le même destin. Aucun de ces facteurs ne peut donner un sens à la vie, on ne les enviera pas, ils sont détestables, haïssables réduits à eux-mêmes, misérables. Les rechercher, c'est petit, c'est se perdre, c'est gâcher sa vie. Voyez par exemple tous ces médecins qui se sont enrichis sur la misère humaine, qui aurait envie de leur ressembler, personne.

Ensemble ces trois facteurs ne peuvent pas acheter le bonheur, ils ne sont rien à côté de la satisfaction que procurent les valeurs humanistes.

Source :

<https://fr.countryeconomy.com/marche-du-travail/salaire-minimum-national>

<https://fr.tradingeconomics.com/country-list/gdp-per-capita-ppp>

https://www.oecd-ilibrary.org/finance-and-investment/purchasing-power-parities-ppp/indicator/french_c0bc06ba-fr

<https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMTendanceStatPays?langue=fr&codePays=LUX&codeTheme=2&codeStat=NY.GDP.PCAP.PP.CD>

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

Journée internationale d'action pour la Palestine : des manifestations géantes dans le monde entier ! - CAPJPO-EuroPalestine 14 janvier 2024

J-C – Pas si « géantes » que cela, c'est très exagéré.

- Des dizaines de milliers de personnes ont défilé vers la Maison Blanche pour protester contre l'implication de l'administration américaine dans le génocide qu'Israël commet à Gaza.

La police britannique estime à plus de 100 000 le nombre de manifestants à Londres au début des manifestations.

Manifestations à Dublin, Vienne, Breme et Milan en solidarité avec la Palestine.

Des milliers de personnes ont afflué dans les rues de Canberra et Sydney, en Australie, au Cap en Afrique du Sud, à Munich, Copenhague, en Suède, en Nouvelle-Zélande, et en Indonésie.

Des manifestants bloquent l'entrée de l'usine d'armes israéliennes Rafael, à Newcastle en Angleterre.

L'Université fédérale du Ceará (UFC) au Brésil a décidé d'annuler le « Défi de l'innovation Brésil – Israël » en réponse à l'assaut militaire israélien en cours, qui a entraîné la mort de plus de 23 000 Palestiniens à Gaza.

- Le nombre de martyrs de l'agression sioniste contre Gaza s'est élevé à 24 100 et celui des blessés à 60 834 depuis le 7 octobre. french.almanar.com.lb 16 janvier 2024

- "Personne ne nous arrêtera, ni La Haye, ni l'Axe du Mal, ni personne d'autre", a déclaré le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu lors d'une conférence de presse à Tel-Aviv,

en référence notamment à la requête de l'Afrique du Sud devant la Cour internationale de justice accusant Israël d'acte génocidaire dans la bande de Gaza. francetvinfo.fr 13 janvier 2024

- Le gouvernement allemand a rejeté vendredi les accusations de génocide engagées contre l'Afrique du Sud devant la Cour internationale de Justice (CIJ), mettant en garde contre « *l'instrumentalisation politique* » de cette accusation.

Guerre Hamas-Israël : « Accuser l'Etat juif de génocide, c'est franchir un seuil moral », affirme Stéphane Séjourné - 20 Minutes avec AFP 17 janvier 2024

C'est un « *non* » de la France. Paris a refusé ce mercredi de soutenir les accusations de génocide contre le peuple palestinien dans la bande de Gaza, portées par l'Afrique du Sud contre Israël devant la Cour internationale de Justice (CIJ), dénonçant le franchissement d'un « *seuil moral* ».

« *Accuser l'Etat juif de génocide, c'est franchir un seuil moral. On ne peut exploiter la notion de génocide à des fins politiques* », a déclaré le ministre des Affaires étrangères Stéphane Séjourné, au cours des questions au gouvernement de l'Assemblée nationale. 20 Minutes avec AFP 17 janvier 2024

J-C – Les sionistes avec leurs complices anglo-saxons n'ont cessé d'« *exploiter la notion de génocide à des fins politiques* » pendant plus de 75 ans pour camoufler leur opération coloniale sur la Palestine.

La collusion des sionistes et des autorités françaises, dont le régime français actuel est l'héritier, avec les dignitaires du régime nazi en Allemagne sous Hitler, donne une idée assez précise de ce qu'ils entendent par « *seuil moral* » à ne pas franchir une fois cautionnés la pire barbarie.

On comprend aussi pourquoi la France refuse de condamner à l'ONU l'usage de la propagande nazi, il lui faudrait cesser de soutenir les régimes ukrainien et israélien qui la mettent en pratique.

Le Gouvernement allemand a déclaré dans une déclaration qu'il : « *De manière décisive et expressément, rejette l'accusation de génocide portée contre l'État hébreu devant la Cour internationale de Justice. L'accusation n'a aucun fondement en fait.* »

Berlin a souligné dans sa déclaration : « *Des terroristes du Hamas ont brutalement attaqué, torturé, tué et enlevé des innocents israéliens. Depuis lors, il se défend contre l'attaque inhumaine du Hamas.* » middleeastmonitor.com 13 janvier 2024

La Namibie reproche à l'Allemagne, ancienne puissance coloniale, de défendre Israël contre les accusations de "génocide" - i24news.tv 14 janvier 2024

La Namibie a condamné la décision de son ancien colonisateur, l'Allemagne, de rejeter cette semaine les accusations de "génocide" portées par l'Afrique du Sud à l'encontre d'Israël devant la Cour internationale de justice.

Déplorant *"l'incapacité de l'Allemagne à tirer les leçons de son horrible histoire"*, le président namibien Hage Geingob s'est dit *"profondément préoccupé"* par l'annonce faite vendredi par le gouvernement allemand de *"rejeter l'acte d'accusation moralement juste présenté par l'Afrique du Sud"*. M. Geingob a accusé Berlin d'avoir *"ignoré"* la *"mort de plus de 23 000 Palestiniens à Gaza"* et d'avoir défendu devant la CIJ *"les actes génocidaires et horribles du gouvernement israélien"*. i24news.tv 14 janvier 2024

Une initiative de défense des droits de l'homme poursuit les États-Unis et la Grande-Bretagne pour participation au génocide - french.almanar.com.lb/ 15 janvier 2024

Dans le cadre d'une initiative menée par l'avocat Wikus van Rensburg, 50 avocats de la République d'Afrique du Sud, en coopération avec des avocats des États-Unis d'Amérique et de Grande-Bretagne, entendent poursuivre en justice l'administration américaine et le gouvernement britannique, sur fond de complicité dans les crimes commis par « Israël » en Palestine.

Au cours des dernières semaines, Rensburg a commencé à adresser des lettres à plusieurs pays, ainsi qu'à la Cour pénale internationale, pour exiger que les Israéliens et leurs partisans soient jugés et se préparer à poursuivre en justice les gouvernements des États-Unis et de Grande-Bretagne.

Dans une déclaration à l'Agence Anadolu, Rehnsburg a affirmé lundi que *« les États-Unis doivent être tenus responsables des crimes qu'ils ont commis, car personne ne les tienne responsables de leurs crimes, et personne ne s'en soucie (faisant référence à l'invasion américaine de l'Irak en 2003) en est un exemple »*.

Il a ajouté : *« Les États-Unis sont occupés à dépenser plus d'argent et plus de ressources pour commettre des crimes. Personne ne leur dit assez »*.

- Pour 67 % des habitants du monde arabe, les attaques du Hamas sont "un acte de résistance légitime" - i24news.tv 14 janvier 2024

67 % des habitants du monde arabe considèrent les attaques du Hamas du 7 octobre comme "un acte de résistance légitime". 19 % les jugent "légitimes mais imparfaites", tandis que seuls 5 % estiment qu'elles sont "illégitimes". Cette enquête d'opinion a été menée dans 16 pays par un centre de recherche basé à Doha.

Concernant les raisons ayant motivé ces attaques, 35 % mettent en avant "*l'occupation israélienne de terres palestiniennes*" et 24 % la "*défense*" de la mosquée al-Aqsa. Ils ne sont que 2 % à estimer que le Hamas est un proxy de l'Iran et que celui-ci a commandité l'attaque.

92 % se disent solidaires des Gazaouis, tandis que 67 % expriment leur solidarité à la fois envers les Gazaouis et envers le Hamas. 23 % sont solidaires des Palestiniens mais opposés au Hamas. i24news.tv 14 janvier 2024

- Après une pause pendant les fêtes de fin d'année, la mobilisation est repartie de plus belle dans la capitale britannique comme dans une trentaine d'autres pays du monde, avec une marche au départ de la City et en direction de Parliament Square, où se trouve le Palais de Westminster.

Plusieurs milliers de personnes ont battu le pavé à Londres en soutien aux Palestiniens de Gaza, et réclamant un cessez-le-feu immédiat.

Eurovision 2024 : 1 400 artistes finlandais réclament l'exclusion d'Israël du concours - francetvinfo.fr 13 janvier 2024

Quelque 1 400 artistes finlandais ont rejoint leurs homologues islandais pour appeler à exclure Israël de l'Eurovision 2024. Le mois dernier, l'Association islandaise des compositeurs et paroliers islandais avait demandé à ses membres de ne pas participer à la compétition si Israël n'en était pas exclu.

Les artistes finlandais demandent également à leur radiotélévision publique de boycotter le concours, qui doit se tenir dans la ville suédoise de Malmö en mai, si un candidat israélien se présente.

"Il n'est pas conforme à nos valeurs qu'un pays qui commet des crimes de guerre et poursuit une occupation militaire dispose d'une tribune publique pour enjoliver son image au nom de la musique", indique la pétition signée par les artistes finlandais, rapporte le Guardian.

Parmi les artistes qui ont signé la pétition finlandaise figurent Olavi Uusivirta, Paleface et Axel Ehnström, représentant de la Finlande à l'Eurovision 2011.

L'exclusion d'Israël n'est cependant pas envisagée par l'Union européenne de radiodiffusion (UER), chargée de l'organisation du concours. francetvinfo.fr 13 janvier 2024

Les États-Unis frappent les Houthis au Yémen pour la quatrième fois en une semaine - france24.com 18.01.2024

L'armée américaine a visé pour la quatrième fois en moins d'une semaine les Houthis sur leur territoire au Yémen, avec, dans la nuit de mercredi 17 à jeudi 18 janvier, des frappes au sol sur 14 missiles des rebelles pro-Iran qui s'en prennent depuis des semaines au trafic maritime.

Selon la chaîne des rebelles, al-Masirah, les frappes nocturnes ont visé "*les gouvernorats d'Hodeida, Taëz, Dhamar, Al-Bayda et Saada*".

Les États-Unis ont de nouveau frappé le Yémen, annonce le Pentagone - fr.sputniknews.africa 13.01.2024

Cette attaque a visé une installation radar des Houthis, à l'aide d'un missile "*Tomahawk*" lancée depuis un destroyer américain, dans la nuit du 12 au 13 janvier.

"*Les frappes américaines et britanniques au Yémen n'ont rien à voir avec l'exercice du droit de légitime défense au titre de l'article 51 de la Charte des Nations Unies*", a martelé le représentant permanent de la Russie auprès de l'Onu, lors d'une réunion du Conseil de sécurité de l'Onu le 12 janvier. fr.sputniknews.africa 13.01.2024

Que des ruines : L'Iran aurait détruit l'ambassade américaine en Irak avec une frappe de missile - Avia-pro 16 janvier 2024

L'Iran aurait mené une attaque contre la base aérienne américaine de Harir et l'aéroport international d'Erbil en Irak à l'aide de missiles balistiques et de drones kamikaze lancés par le Corps des Gardiens de la révolution islamique (CGRI). Selon l'agence de presse iranienne Tasnim, le CGRI affirme que ces frappes ont conduit à la destruction complète des «*quartiers généraux d'espionnage*» des groupes terroristes anti-iraniens dans la région.

L'attaque a pris une importance particulière dans la mesure où l'Iran en a officiellement reconnu la responsabilité, mettant l'accent sur l'implication directe du CGRI plutôt que sur le recours à des groupes mandataires. Cette décision de l'Iran exprime sa détermination à agir contre la présence et l'influence des États-Unis dans la région.

Les frappes contre la base aérienne américaine de Harir et l'aéroport d'Erbil accroissent considérablement les tensions entre les États-Unis et l'Iran, augmentant ainsi le risque d'escalade dans une région déjà instable du Moyen-Orient. Cette action de l'Iran pourrait avoir des conséquences considérables compte tenu de l'environnement géopolitique actuel et des événements récents dans la région.

Les informations sur la possible destruction du consulat américain en Irak attirent particulièrement l'attention. Une déclaration officielle des États-Unis est attendue.

source : Avia-pro

L'Iran venge les attentats terroristes contre Moussawi et Kerman et bombarde le Mossad en Irak et Daech en Syrie. 4 tués dont un homme d'affaires kurdo-israélien. - french.almanar.com.lb 16 janvier 2024

L'Iran a riposté aux attentats perpétrés contre un commandant des Gardiens de la révolution, tué en Syrie, et contre les participants à la cérémonie de commémoration du martyr du général Qassem Soleimani dans sa ville natale Kerman au sud-est de l'Iran qui a fait une centaine de morts.

Dans la nuit de lundi à mardi, les Gardiens de la révolution islamique ont révélé avoir lancé plusieurs attaques balistiques contre « *le siège central du Mossad* » dans la ville d'Erbil, dans la province du Kurdistan d'Irak et contre plusieurs sièges appartenant à des groupuscules terroristes dans plusieurs régions syriennes.

Concernant Erbil, les Gardiens ont précisé que l'attaque a visé un siège principal du Mossad dans la province du Kurdistan d'Irak en riposte à l'assassinat de dirigeants des Gardiens et de l'axe de la résistance.

Ils indiquent aussi que « *4 missiles ont été tirés depuis l'ouest de l'Iran et 7 autres depuis le nord-ouest sur le siège du Mossad* », à Erbil.

L'endroit bombardé à Erbil est qualifié dans le communiqué comme étant « *le siège des espions et des attroupements terroristes hostiles à l'Iran* ».

Par ailleurs, le ministère irakien des Affaires étrangères a assuré qu'un homme d'affaires kurdo-israélien a été tué dans l'attaque d'Erbil. Il s'appelait Bishro Diziye et possédait la compagnie Falkon pour les services sécuritaires. Cet homme a joué un rôle primordial pour faciliter les relations commerciales notamment pétrolières entre l'entité sioniste et certaines parties dans le Kurdistan irakien.

Iran : au moins neuf morts dans des frappes pakistanaises - RT 18 janv. 2024

Deux jours après une frappe iranienne sur son territoire, le Pakistan a annoncé ce 18 janvier avoir mené dans la nuit des « *frappes contre des caches terroristes* » en Iran, qui ont fait au moins neuf morts, selon les autorités locales.

Au total, quatre enfants, trois femmes et deux hommes ont trouvé la mort ce 18 janvier dans des frappes pakistanaises ayant visé une zone frontalière dans la province iranienne du Sistan-Baloutchistan, selon l'agence Irna, citant le vice-gouverneur de la province, Alireza Marhamati. Un bilan en hausse, par rapport aux sept morts initialement annoncés par le vice-gouverneur.

Toutes les victimes «*sont des étrangers*», a indiqué le ministre de l'Intérieur Ahmad Vahidi à la télévision. Elles seraient de nationalité pakistanaise, a précisé l'agence Fars, sans citer de source.

«*Ce matin, le Pakistan a mené une série de frappes de précisions, hautement coordonnées et spécifiquement ciblées, contre des caches terroristes dans la province du Sistan-Baloutchistan*», a annoncé de son côté le ministère pakistanais des Affaires étrangères dans un communiqué. «*Un certain nombre de terroristes ont été tués*», a-t-il affirmé.

«*Plusieurs explosions ont été entendues dans plusieurs secteurs autour de la localité de Saravan*», a indiqué l'agence officielle iranienne Irna, citant un responsable du Sistan-Baloutchistan où l'armée est confrontée à une insurrection larvée depuis des décennies. RT 18 janv. 2024

J-C – Si on comprend bien, l'armée pakistanaise à filer un coup de main à l'armée iranienne...

France occupée (Vigipirate et Sentinelle)

Ils n'ont même pas mobilisé le 10è de leurs militants et sympathisants

Loi immigration : des milliers de personnes dans la rue pour exiger son retrait - rtl.fr 14 janvier 2024

Plus de 400 collectifs, associations, syndicats et partis politiques, avaient appelé à manifester contre un texte qui "*reprend de nombreuses idées de l'extrême droite*".

À Paris, où le cortège a réuni 25.000 personnes selon les organisateurs. A Marseille 2 500 personnes selon le décompte de la préfecture. A Lyon, entre 2 300 personnes (selon la préfecture) et 3 000 personnes (selon les organisateurs) ont défilé. A Bordeaux, ils étaient de 2 000 à 3 000 personnes, selon le décompte de journalistes de l'Agence France-Presse. rtl.fr - Le Monde avec AFP 14 janvier 2024

Macron en campagne avant les élections européennes. Populisme d'extrême droite.

Conférence de presse de Macron : le « réarmement démographique » du président a des airs de dystopie - huffingtonpost.fr 16 janvier 2024

En parlant de fertilité et de « *réarmement démographique* » lors de sa conférence de presse ce mardi 16 janvier, Emmanuel Macron a assumé sa volonté d'une politique nataliste en France, alors que le nombre de naissances a encore chuté en 2023.

Le nombre de naissances a reculé de 6,6 % en France en 2023, passant sous la barre symbolique des 700 000 pour la première fois depuis la fin de la Seconde guerre mondiale.

L'infertilité, elle, touche pour sa part 3,3 millions de Français, selon des chiffres partagés par l'AFP.

Ce recours assumé à un champ lexical guerrier a suscité de nombreuses inquiétudes - notamment sur le droit des femmes à disposer de leur corps.

De nombreux chercheurs et chercheuses ont écrit sur les tendances d'Emmanuel Macron à « flirter avec l'extrême droite », aujourd'hui, c'est quelque chose d'absolument décomplexé. Un terme comme « *réarmement démographique* », c'est un signal extrêmement inquiétant, et qui appelle à la vigilance quant aux évolutions politiques à venir. [huffingtonpost.fr](https://www.huffingtonpost.fr) 16 et 17 janvier 2024

J-C - Un coup de com en direction de l'électorat de l'extrême droite à quelques mois des élections européennes qui à en croire les sondages s'annoncent désastreuses pour Renaissance et Macron.

En fait, peu importe la composition du gouvernement, peu importe les déclarations des ministres, puisque la politique qu'ils appliqueront est décidée ailleurs, à Davos, Bilderberg, etc. par les plus puissants banquiers ou l'oligarchie financière anglo-saxonne.

Ceci pourrait expliquer cela.

Notre sondage sur les européennes 2024 donne le RN à 30 %, la majorité et la gauche loin derrière - Le HuffPost 19 janvier 2024

Le RN caracole en tête des intentions de vote pour les élections européennes, la liste de Jordan Bardella recueillerait 30 % des suffrages si l'élection se tenait dimanche.

Derrière la dynamique du RN, le camp présidentiel atteint la cote d'alerte. La liste d'union MoDem - Renaissance - Horizons ne recueille que 20 % d'intentions de vote. Le coup est d'autant plus rude pour Emmanuel Macron, que l'étude a été réalisée après la nomination de Gabriel Attal à Matignon.

Plus bas dans notre sondage, le sort de la gauche est encore plus morose puisqu'aucune liste n'atteint la barre des 10 %. [Le HuffPost](https://www.huffpost.fr) 19 janvier 2024

Qui gouverne la France ?

Macron

2014 Concocté au groupe Bilderberg
2016 Young Leader du Forum économique mondial
2017 Président de la République

Attal

2020 Young Leader du Forum économique mondial

2023 Concocté au groupe Bilderberg
2024 Premier ministre

« Sept futurs ou anciens Premiers ministres français s'y sont rendus : - Laurent Fabius, Alain Juppé, Michel Rocard, Dominique de Villepin, François Fillon, Manuel Valls et Edouard Philippe » lejdd.fr 30 janvier 2023

Gabriel Attal est le produit-type du processus de sélection par la caste occidentale. En le confirmant Macron apporte une autre preuve qu'il n'est pas le seul décideur en France.

Le problème vient de ce qu'aucun média « *mainstream* » n'en parle. Durant toute cette soirée où les commentateurs ont décrit le parcours de Gabriel Attal, personne ne s'est hasardé à simplement mentionner ce fait. Il y a ce « *côté obscur de la force* » qui devient de plus en plus suspect en raison des médias alternatifs qui, eux, évoquent ces choses-là.

Dans ce bouleversement que nous connaissons, ce qui pouvait avant ressembler à une lutte des classes apparaît de plus en plus clairement comme un affrontement entre une élite dirigeante mondialiste et des peuples attachés à leur terre, leur famille et leurs traditions dans lesquelles ils vivent depuis des générations. media-web.fr 3 janvier 2024

J-C - Ce discours qui se veut critique ou je ne sais quoi, est en réalité inspiré par celui de cette "*élite dirigeante mondialiste*".

Le Bilderberg ? Le club le plus fermé au monde. Le plus secret aussi. Le lieu où des présidents américains et européens sont conviés avant leur élection. Un terrain de débats confidentiels entre politiques, dirigeants de multinationale et agents secrets... Chaque printemps, la centaine d'invités converge vers un hôtel de luxe privatisé. Chefs d'Etat, ministres, patrons de banque, PDG de multinationale, militaires, universitaires ont été priés de venir seuls, sans conjoints, sans assistants ni gardes du corps. L'hôtel est sous haute protection et les échanges se déroulent sous la règle de Chatham House, un vieux code éthique de la diplomatie britannique qui interdit de rendre publiques les identités et les propos des autres invités. Durant ces trois jours, ils vivront en vase clos. Objectif ? Discuter entre spécialistes sur la marche du monde. Rien que ça...

J-C – Les dirigeants du groupe Bilderberg et leur garde rapproché imposent un examen probatoire aux élites qu'ils ont cooptées pour participer à leur réunion annuelle, en vue de sélectionner ceux qui auront passé avec succès cette épreuve, qui par la suite seront promus au sein des gouvernements ou des institutions internationales, afin d'appliquer leur orientation politique.

C'est ainsi que l'oligarchie mondialiste constitue un gigantesque réseau d'influence ou de pouvoir, qui influencera ou dictera l'orientation de la situation mondiale dans tous les domaines. Et dire qu'on les ignore pendant plus d'un demi-siècle, c'est plus que de la négligence à ce niveau-là. La faillite politique de nos dirigeants s'est traduite par une confusion inextricable qui a de nos jours des conséquences catastrophiques en cascade, qu'on ne semble pas pouvoir maîtriser ou stopper ou contre lesquelles nous sommes réduits à l'impuissance.

<https://www.lejdd.fr/Politique/ce-que-macron-a-dit-au-groupe-bilderberg-en-2014-3509507>

Conférence de presse de Macron. Sans intérêt, ils le disent eux-mêmes, the show must go on...ou il faut vous attendre à pire encore, sans surprise donc.

Pour son « rendez-vous avec la Nation », Macron remixe Macron - Publicsenat.fr 17 janvier 2024

Ne jamais se fier aux apparences. Média partisan zélé de Davos.

L'école Stanislas épinglée par un « rapport caché » dévoilé par Mediapart - Le HuffPost 17 janvier 2024

J-C - J'ai lu les grandes lignes de ce rapport dans cet article. Mediapart reproche à cette école d'avoir adopté une orientation conservatrice au détriment de la ligne ultra réactionnaire préconisée par les mondialistes du Forum économique mondial axé sur le nihilisme, dans laquelle on trouve notamment le wokisme.

Pourquoi Mélenchon ne daigne-t-il pas déclarer que le peuple juif n'existe pas et que les sionistes sont antisémites et le revendiquent ? Entre nous ce n'est pas demain la veille !

Mélenchon chahuté à Roissy par des militants contre l'antisémitisme à son retour du Liban - Le HuffPost 18 janvier 2024

« Erreur politicienne » : Jean-Luc Mélenchon s'en prend à Stéphane Séjourné qui refuse d'accuser l'État juif de génocide - leJDD 19 janvier 2024

Abus de pouvoir. Amalgame entre l'antisionisme et l'antisémitisme.

J-C - La fille de Raquel Garrido et Alexis Corbière (LFI) en est victime, ils la chargent au lieu de la défendre, le masque de l'opportunisme le plus crade tombe.

La fille de Raquel Garrido et Alexis Corbière placée en garde à vue pour apologie du terrorisme - huffingtonpost.fr 17 janvier 2024

La jeune femme de 22 ans a été placée en garde à vue mardi 16 janvier après avoir été interpellée par les enquêteurs de la brigade de répression de la délinquance contre la personne (BRDP), selon des informations du Parisien confirmées par plusieurs autres médias.

Elle est soupçonnée d'« *apologie du terrorisme et provocation publique et directe non suivie d'effet de commettre des atteintes volontaires à la vie* ». En cause : des messages diffusés sur les réseaux sociaux en octobre dernier, quelques jours après l'attaque meurtrière du Hamas, ainsi qu'une vidéo d'elle publiée le 14 novembre.

« *Une enquête est en cours, à la suite de signalements adressés au pôle national de lutte contre la haine en ligne (PNLH) par des associations de lutte contre la discrimination* » a confirmé le parquet de Paris à RMC. Il précise qu'« *ils portent sur des propos susceptibles d'avoir été tenus en ligne par cette jeune femme, dont la qualification pénale est en cours d'appréciation, à la suite de l'attaque du 7 octobre 2023* ».

Une vidéo relayée par l'extrême droite

Dans la vidéo en question, l'aînée des deux élus de Seine-Saint-Denis, inconnue des services de police, visiblement filmée contre son gré, s'écrit face à la caméra : « *Je suis antisémite, je m'en bats les couilles. J'assume...* ».

Des internautes, partisans de l'extrême droite, ont relayé l'extrait de quelques secondes sur X (ex-Twitter) et TikTok, et attaqué la jeune femme. Son compte a été verrouillé, comme l'a remarqué Le Parisien. [huffingtonpost.fr](https://www.huffingtonpost.fr) 17 janvier 2024

J-C - Dans quelle circonstance a-t-elle dit qu'elle était antisémite, si c'était en réponse à une accusation d'antisémitisme parce qu'elle refusait de condamner l'offensive militaire de la résistance palestinienne du 7 octobre contre l'occupant sioniste, alors nous sommes tous antisémites, nous sommes des dizaines de millions à l'être en France, des milliards dans le monde. A suivre.

Quelques précisions.

J-C - Si c'est tout ce qu'ils ont à lui reprocher, on est en droit de penser que s'il existait pire, ils ne se seraient pas gênés pour le reproduire, par conséquent c'est un procès politique minable digne du maccarthysme dont l'extrême droite et une organisation sionisme sont à l'origine, que le Parquet de Paris s'en saisisse n'étonnera personne, tant la collusion entre Macron et l'extrême droite française et sioniste s'affiche ouvertement.

- En octobre dernier, après le début de l'attaque terroriste du Hamas contre Israël, un compte intitulé « *Babynesou* » sur le réseau social X (ex-Twitter) avait publié une série de commentaires qualifiés d'antisémites par de nombreux internautes. On pouvait notamment y lire « *Alors j'ai peut-être pas d'âme mais ils me font pas du tout de peine, je les trouve même plutôt chiants, surtout les gosses* » en réponse à un article évoquant la prise en otage d'une famille israélienne par les terroristes du Hamas dans sa propre maison. « *Qui se chauffe pour aller casser du sioniste là ?* », écrivait encore ce compte en réaction à l'annonce de la marche en solidarité à Israël à Paris.

Quelques semaines plus tard, le 14 novembre, une vidéo mainte fois relayée sur les réseaux sociaux avait jeté un nouveau trouble. On peut y voir une jeune femme crier face caméra : «

Je suis antisémite, je m'en bats les couilles. J'assume... ». Avant d'enjoindre la personne qui la filme : « *Arrête de filmer, toi...* » Il s'agirait d'Inès Corbière.

Le militant d'extrême-droite, Damien Rieu, avait rapidement accusé la fille des élus insoumis de Seine-Saint-Denis, inconnue des services de police, d'être l'utilisatrice de ce compte « *Babynesou* », photos de la jeune femme à l'appui.

Dans la foulée, des associations anti-discrimination, dont l'Organisation juive européenne (OJE), avaient déposé plainte contre « X » pour « *apologie du terrorisme* » afin de réclamer l'identification formelle de cette internaute et des poursuites judiciaires. leparisien.fr 17 janvier 2024

J-C - Raquel Garrido et Alexis Corbière (LFI) chargent leur fille qui a tenu des propos insignifiants au lieu de la défendre.

Manifestement le Parquet de Paris n'a pas fait preuve du même empressement ou de la même mansuétude pour qualifier les propos inqualifiables tenus par une multitude d'éditorialistes, journalistes ou autres "experts" sur les plateaux de télévision, à l'antenne de radios ou dans la presse écrites ou encore dans les réseaux dits sociaux, dans lesquels ils avaient témoigné leur soutien, pour ne pas dire ouvertement leur encouragement au massacre de la population civile palestinienne composée à 50% d'enfants commis par l'Etat sioniste, un génocide.

Raquel Garrido et Alexis Corbière se comportent comme des coupables, ce sont des loques.

Ils sont indéfendables dans la mesure ils plaident coupables, qu'ils ne viennent pas se plaindre de ce qu'il leur arrive, Mélenchon non plus. Ils chient dans leur froc, ils nous dégoûtent. Ne comptez pas sur eux pour vous défendre.

Apologie du terrorisme : Raquel Garrido et Alexis Corbière évoquent la garde à vue de leur fille Inés - lepoint.fr 18 janvier 2024

« Nous voulons tout d'abord exprimer avec émotion notre compréhension et affection auprès de toutes les personnes choquées à la lecture ou à l'écoute des propos ou expressions qui sont diffusés dans cette affaire », écrivent les deux députés LFI de Seine-Saint-Denis dans un communiqué commun, publié ce jeudi sur les réseaux sociaux, avant de juger « *indispensable de faire une stricte distinction entre nous, sur lesquels incombent, en tant que personnalités politiques de premier plan, des obligations de transparence et de rendu de compte, et nos enfants.* »

« Aujourd'hui, nous sommes confrontés à une épreuve familiale et parentale », poursuit le couple dans leur déclaration commune. *« Nous acceptons sans sourciller le procès public devant le « tribunal des parents ». Nous demandons cependant à chacun de ne pas entraîner nos trois filles [...] dans ces dynamiques de confrontation politique et médiatique »,* ajoutent-ils. Comme le mentionne le communiqué, une enquête a été ouverte par le Parquet de Paris, qui a perquisitionné le domicile familial le mardi 16 janvier, avant l'interpellation de la jeune femme.

« *L'apologie du terrorisme, à savoir l'expression d'un jugement favorable au terrorisme, est un délit qui, tout comme la provocation à la commission d'un délit et l'expression de l'antisémitisme doivent être poursuivies et punies conformément à la loi* », poursuivent les deux élus de La France insoumise. Avant de conclure : « *Nous respectons le travail de la justice et des services d'enquête dans ce sens.* »

Au sortir de sa garde à vue, aucune charge n'a été retenue contre la jeune femme. L'enquête se poursuit et la qualification pénale, « *à la suite du 7 octobre 2023* », est « *en cours d'appréciation* », a fait savoir le parquet de Paris au Point. lepoint.fr 18 janvier 2024

Ils osent tout. Qui a dit ?

- « *Aucun ministre n'intervient jamais dans ce qu'il se passe à France Télévisions, ou alors je me suis trompée !* ».

« *Quand on arrête une émission, c'est parce qu'elle n'a plus d'écho, parce que ça ne marche plus vis-à-vis des téléspectateurs. Stéphane Sitbon (directeur des antennes et des programmes de France Télévisions) ou Delphine Ernotte (Directrice générale de France Télévisions) arrêtent des émissions régulièrement, mais pas parce qu'ils ont un coup de fil de la ministre. Je n'ai jamais vu ça* ».

Réponse : Élise Lucet, la journaliste et présentatrice d'Envoyé Spécial. Le secret de la longévité ne s'invente pas...

La France "n'a pas de 'mercenaires'" en Ukraine, mais des militaires en mission.

La Russie accuse la France d'avoir des mercenaires en Ukraine et convoque son ambassadeur - France 24 19 janvier 2024

L'ambassadeur français en Russie a été convoqué jeudi au ministère russe des Affaires étrangères pour répondre aux accusations du Kremlin concernant la présence de mercenaires français en Ukraine. La Russie avait en effet justifié le bombardement d'un hôtel à Kharkiv, mardi, par la présence de combattants français à l'intérieur. Le Quai d'Orsay dénonce une accusation mensongère et une tentative de manipulation.

Le Quai d'Orsay se serait bien passé de cette polémique. La France "n'a pas de 'mercenaires'" en Ukraine, a affirmé jeudi 18 janvier le ministère français des Affaires étrangères, en réaction aux affirmations de Moscou qui assure avoir visé mardi un bâtiment abritant des "mercenaires français" à Kharkiv (nord-est).

La Russie a revendiqué mercredi une frappe menée la veille au soir sur un bâtiment dans lequel étaient déployés des "mercenaires français" à Kharkiv, la deuxième ville d'Ukraine, où les autorités locales avaient fait état de 17 civils blessés. France 24 19 janvier 2024

L'ambassadeur de France à Moscou sommé de s'expliquer sur les « mercenaires » en Ukraine - Réseau Voltaire 18 janvier 2024

L'ambassadeur de France à Moscou, Pierre Lévy (photo), a été convoqué par le ministre russe des Affaires étrangères, Sergey Lavrov.

La Fédération de Russie souhaite entendre ses explications quant à la présence de « mercenaires » français en Ukraine. Plusieurs dizaines d'entre eux viennent de mourir à Kharhiv/Kharhov.

Cet été, le député Frédéric Mathieu (LFI) avait interrogé le ministre de l'Intérieur, Gerald Darmanin, sur la présence de 400 mercenaires français en Ukraine, dont une centaine de militants d'extrême-droite. Le parlementaire avait mis en garde contre le danger que représentaient ces hommes lorsqu'ils rentreraient en France.

La Fédération de Russie n'a pas convoqué les ambassadeurs des États dont étaient originaires d'autres mercenaires. Moscou soupçonne Paris d'avoir envoyé des soldats réguliers se mêler à ses mercenaires pour soutenir le régime de Kiev. Réseau Voltaire 18 janvier 2024

Plus de détails :

Le ministère russe de la Défense assure avoir tué une soixantaine de « mercenaires » français en Ukraine - Réseau Voltaire 18 janvier 2024

<https://www.voltairenet.org/article220285.html>

Dans quel monde vivons-nous ? Les barbares sont parmi nous ou cruauté monstrueuse en France en 2024.

J-C - Quand on évoque la civilisation humaine, même si on ne le précise pas à chaque fois, c'est implicitement en partie au conditionnel parce qu'on a toujours présent à l'esprit que certains parmi nous peuvent à tout moment verser dans la pire des barbaries, ainsi que la majorité de la société dans certaines circonstances ou tout du moins, qui la cautionnera, et ce n'est pas une exception française, loin de là. Israël qui en fait la démonstration sous nos yeux quotidiennement depuis plus de trois mois, l'illustre parfaitement si nécessaire, notamment.

Les hommes sont capables du meilleur comme du pire, dit-on. S'ils sont portés à commettre le pire de préférence, il faut en chercher la cause dans leur origine animale, ensuite élevé au-dessus de leur état primitif, dans leur ignorance liée à leur condition sociale, aux conditions sociales tout court qui leur sont imposées dans une société donnée, et dont ils n'ont pas encore pris suffisamment conscience, une société basée sur l'exploitation et l'oppression dont ils doivent se débarrasser au profit d'une société, où ce qui les distingue ne servira plus à les dresser les uns contre les autres, mais à s'épanouir individuellement et collectivement, librement.

Nous estimons que le meilleur moyen de lutter contre le penchant des hommes pour la sauvagerie, c'est de partager avec le plus grand nombre le socialisme, qui incarne les principes

et les objectifs humanistes les plus élevés que les hommes les plus conscients aient pu imaginer.

Ce qui distingue les hommes des autres primates, c'est que leur nature est perfectible, c'est-à-dire qu'elle possède la faculté de pouvoir s'améliorer ou les hommes peuvent devenir meilleurs, si maintenant on leur interdit d'en user, ils ne pourront pas se développer et leur niveau de conscience ne pourra pas progresser, ils demeureront profondément arriérés et leur comportement continuera d'être confus ou incohérent, belliqueux, se livrant à des actes violents ou cruels et injustes. Quant à ceux qui sont évolués et profitent actuellement de leur statut privilégié pour perpétrer ou commanditer des actes de barbarie en tout genre, les banquiers et les élites, pour qu'ils cessent de nuire définitivement à la société, il suffira d'abolir leur statut, les rapports sociaux sur lesquels il repose, et s'ils s'y opposaient, ils ne nous laisseraient pas le choix, ils devraient être supprimés.

Mayenne : "Des vaches découpées alors qu'elles sont encore vivantes", selon l'association L214 qui porte plainte contre un abattoir de Craon - francetvinfo.fr 18/01/2024

L214 dénonce des images "*dignes d'un film d'horreur*" et pointe "*l'absence d'intervention des services vétérinaires*".

"Des vaches commencent à être découpées alors qu'elles sont encore vivantes ; elles réagissent aux coups de couteau et à la pince guillotine lors de la découpe de leurs pattes, de leurs cornes ou de leur tête" explique L214. Son enquête estime aussi que "*l'absence d'intervention des services vétérinaires expliquent en partie cette situation effroyable*".

Dans les différentes vidéos transmises à la presse, on y voit notamment une vache dont la corne se coince dans une grille d'affilage. Les opérateurs interviennent et finissent par égorger la bête encore vivante "*en dehors de la zone de saignée, et sa corne est sciée sans attendre sa mort (la découpe ne doit commencer que lorsque l'animal est mort)*" poursuit L214.

Vidéo, âmes sensibles s'abstenir.

<https://vimeo.com/900123295/c2f18d9f55?share=copy>

<https://vimeo.com/900123537/8867f49b8e?share=copy>

<https://www.l214.com/enquetes/2024/abattoir-de-craon/>

<https://www.l214.com/communications/18-eqt-abattoir-craon-animaux-decoupes-vivants/>

<https://www.l214.com/communications/20240118-eqt-abattoir-craon-reaction/>

La ville de Craon réfute les accusations de L214

Communiqué de presse.

Extrait.

Sur les accusations portées par L214, la Ville de Craon les réfute et souhaite rappeler que de lourds investissements ont été réalisés dans son abattoir. Parmi lesquels, l'installation d'un nouveau piège, en décembre 2023. Ce nouvel équipement est certifié conforme par les services de l'État et répond ainsi aux nouvelles normes en termes de bien traitance animale, en vigueur au 1er janvier 2024.

https://www.ville-craon53.fr/iso_upload/2024-01-18%20-%20La%20ville%20de%20craon%20r%C3%A9fute%20les%20accusations%20de%20L214.pdf

J-C - Sauf que l'installation d'un nouveau piège en décembre 2023 n'infirmes pas que ces animaux sont découpés alors qu'ils sont encore vivants ou conscients, ce qui dépasse le stade du sadisme compulsif incontrôlé, mais relève de la psychiatrie.

Irlande du Nord.

En Irlande du Nord, la grève des fonctionnaires est massive et c'est une première - Le HuffPost 19 janvier 2024

Du jamais-vu. Des dizaines de milliers de fonctionnaires se sont mis en grève ce jeudi 18 janvier en Irlande du Nord, un mouvement d'une ampleur inédite déclenché par la crise du pouvoir d'achat, aggravée par la paralysie politique qui dure depuis deux ans dans la province britannique.

Seize syndicats représentant les secteurs de l'enseignement, du transport ou encore les infirmières avaient appelé à cesser le travail, les syndicats évoquant le plus important conflit social dans l'histoire de la province. Ils seraient 100 000 et 150 000 grévistes, selon SkyNews et la BBC, sur à peine 2 millions d'habitants.

Les écoles sont restées fermées, les transports à l'arrêt, et l'activité des services de santé a été fortement réduite. Plusieurs milliers de salariés se sont réunis toute la journée pour des piquets de grève et des manifestations ont eu lieu, notamment à Belfast et Londonderry.

Estonie. Sur les pas du Reich ukrainien.

Estonie : bientôt la fin de l'enseignement en langue russe ? - RT 17 janv. 2024

«Le gouvernement a l'intention de cesser de financer l'enseignement en langue russe et de passer à l'enseignement unique en langue estonienne», a déclaré le 15 janvier la Première ministre estonienne Kaja Kallas devant le Parlement, où elle exposait la politique du gouvernement.

Il ne s'agit pas ici du premier épisode de remise en cause du russe en Estonie. Avant-dernier épisode en date rapporté par le site Estonian World, les amendements du 19 décembre 2022 à

la loi dite «*Sur la langue*» en vigueur depuis le 1er juillet 2011. La diplomatie russe avait dénoncé dès l'élaboration de cette loi une discrimination visant la minorité russe résidant en Estonie. Le pays compte en effet environ 25% de population russophone.

Alors qu'actuellement, les parents ont le choix de confier leur enfant à une école enseignant en russe ou bien en estonien, cet amendement de 2022 «*sur l'enseignement primaire et le collège*» prévoit le passage progressif au tout estonien. Jusqu'à maintenant, les jeunes russophones pouvaient recevoir un enseignement dans leur langue maternelle jusqu'à l'équivalent de la classe de troisième. Dès la seconde, 60% des cours avaient lieu en estonien contre 40% en russe. Toujours selon Estonian World, les amendements de décembre 2022 organisent, entre la rentrée 2024/2025 et la rentrée 2032/33, le basculement de tous les niveaux d'enseignement au 100% en estonien.

La tendance à l'éviction de la langue russe va croissant : en novembre 2022, le Parti populaire conservateur d'Estonie avait déposé un projet d'amendement à cette même loi sur la langue, qui proposait d'interdire l'utilisation du russe dans l'espace public, en particulier dans les médias et la publicité. Il prévoyait la possibilité d'une traduction «dans une langue étrangère» à condition que celle-ci soit «*autre que le russe*». Mais cet amendement n'avait finalement pas été adopté. RT 17 janv. 2024

En mémoire (Extraits de causeries antérieures) : un régime compatible nazi.

- L'Estonie prête à arrêter les immigrés ukrainiens pour les contraindre à la mobilisation - Réseau Voltaire 23 décembre 2023

- Estonie : entrée interdite à tout véhicule immatriculé en Russie - Euronews 13 septembre 2023

- Le 23 janvier, Tallinn a annoncé le transfert de 113 millions d'euros d'aide militaire estonienne aux forces armées ukrainiennes, comprenant «*tous les obusiers FH-70 de 155 mm*», ainsi que des obusiers D-30 de 122 mm, des obus d'artillerie et des Carl Gustaf M2 lance-grenades antichars - Réseau Voltaire 26 janvier 2023

- L'Estonie retire un monument datant de l'époque soviétique commémoratif de la Seconde Guerre mondiale - BFMTV 17 août 2022

- Le 8 septembre 2022, la Pologne et les trois Etats baltes (Lituanie, Lettonie, Estonie) ont annoncé s'être mis d'accord pour restreindre temporairement l'entrée sur leur sol, dès le 19 septembre, des citoyens russes porteurs de visas européens - RT 9 septembre 2022

- Les publications appelant à la violence anti-russe seront autorisées en Lettonie, en Lituanie, en Estonie, en Pologne, en Slovaquie, en Hongrie, en Roumanie, en Russie et en Ukraine. (Plus l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie - Reuters) - francesoir.fr 10 mars 2022

- L'Estonie célèbre un criminel nazi - Réseau Voltaire 26 juin 2018

Une plaque commémorative dédiée au colonel Alfons Rebane a été inaugurée le 22 juin en Estonie.

Alfons Rebane fut un collaborateur du IIIème Reich avec le grade de Standartenführer dans la SS. Il a commis divers crimes de guerre en Union soviétique.

Le gouvernement estonien s'est dissocié de cette manifestation, mais a refusé de la condamner.

Après la Seconde Guerre mondiale, Alfons Rebane rejoignit le Royaume-Uni dans le cadre de l'opération stay-behind (Gladio). Il participa notamment à l'« opération jungle », visant à infiltrer d'anciens officiers nazis en Pologne et dans les pays baltes pour y poursuivre la lutte anti-communiste. Il donna même des cours à l'école du MI6.

Équateur.

En Équateur, le procureur enquêtant sur la prise d'otages sur un plateau télévisé a été assassiné - france24.com 18/01/2024

"En réponse au meurtre de notre collègue César Suarez (...) je serai catégorique : les groupes du crime organisé, les criminels et les terroristes n'arrêteront pas notre engagement envers la société équatorienne", a déclaré la procureure générale Diana Salazar dans une vidéo postée sur X.

La justice équatorienne s'attaque aux criminels mais aussi à la corruption liée au narcotrafic qui a gangréné jusque dans les arcanes de l'État.

L'affaire dite "Metastasis", "la plus grande de l'histoire contre la corruption et le trafic de drogue" en Équateur, selon la procureure, a mis au jour en fin d'année dernière "une structure criminelle" impliquant des procureurs, des responsables pénitentiaires et des policiers "dont l'objectif était d'obtenir l'impunité et la liberté des personnes poursuivies ou condamnées" ainsi que d'introduire des objets interdits en prison. france24.com 18/01/2024

Guatemala.

Bernardo Arévalo investi président du Guatemala malgré bien des persécutions judiciaires - Courrier International 14 janvier 2024

Ce dimanche 14 janvier le président élu, le social-démocrate Bernardo Arévalo, doit finalement être investi dans ses fonctions, malgré une tentative de "coup d'État au ralenti", comme le qualifie le journal.

Depuis sa très large victoire au second tour, le 20 août 2023 avec plus de 60 % des voix, notamment grâce à son discours anticorruption et de justice sociale, Bernardo Arévalo a fait l'objet de persécutions judiciaires de la part du ministère public, en particulier de la toute-puissante María Consuelo Porras, procureure générale de l'État.

Cette dernière avait notamment tenté de suspendre l'existence juridique du Mouvement Semilla, le parti de Bernardo Arévalo, de lever son immunité de député, et de multiplier les pressions sur le Tribunal supérieur électoral (TSE), qui avait validé le résultat de la présidentielle pour qu'il annule purement et simplement l'élection.

Dans un pays considéré comme l'un des plus corrompus d'Amérique latine, selon l'ONG Transparency International, et gouverné durant des décennies par des conservateurs liés à de riches élites économiques, la victoire du nouveau président, continue La Hora, *“avait fait vaciller l'establishment hégémonique des réseaux politico-criminels”*. Des réseaux qui incluent une partie du système judiciaire, dont María Consuelo Porras, inscrite depuis 2021 sur la liste noire américaine des personnalités les plus corrompues d'Amérique centrale.

Les nombreuses manifestations de soutien des partisans de Bernardo Arévalo, cet automne, le soutien sans faille de nombreux pays d'Amérique latine, de l'Organisation des États américains (OEA) et de l'ONU auront finalement eu raison de ce *“coup d'État au ralenti”*.

Mais, jusqu'au dernier moment, les résistances du pouvoir en place n'auront pas cessé. Mercredi 10 janvier, devant le Conseil permanent de l'OEA, le président sortant guatémaltèque, l'ultraconservateur Alejandro Giammattei, a dénoncé, relate le quotidien Prensa Libre, *“les pressions internationales [...] non fondées”*. Il a aussi pointé du doigt son successeur : *“Bernardo Arévalo a appelé aux manifestations contre le système judiciaire”*, rappelle-t-il, ce qui aurait entraîné des *“actes de vandalisme”*.

Désormais, poursuit le commentateur de La Hora, *“le défi de Bernardo Arévalo est de comprendre sa marge de manœuvre pour tenter de construire une sorte de consensus politique indispensable dans ce pays, tout en l'engageant dans un changement social profond”*, alors que 59 % de la population se trouve sous le seuil de pauvreté, selon les derniers chiffres de la Banque mondiale (qui remontent à 2014).

Le célèbre écrivain nicaraguayen Sergio Ramírez – banni de son pays et déchu de sa nationalité par la dictature de Daniel Ortega – écrit dans une tribune du site El País América : *“Le premier grand défi que devra relever Bernardo Arévalo sera de faire en sorte que les institutions de l'État supposées combattre la corruption, comme le ministère public, ne soient plus elles-mêmes au service de la corruption.”* Et de conclure :

“Qu'il tienne parole semble simple, mais, au Guatemala, ce sera un exploit.”

En marque de soutien, dix chefs d'États d'Amérique latine, parmi lesquels Andrés Manuel López Obrador, président du puissant voisin mexicain, devaient assister à l'investiture de Bernardo Arévalo, ainsi que le roi d'Espagne, Felipe VI. Courrier International 14 janvier 2024

Guatemala: Investiture de Bernardo Arévalo - Bolivar Infos 15 Janvier 2024

Le nouveau président du Guatemala, Bernardo, Arévalo, a été investi dans la matinée de ce lundi par le président du Congrès de la République, Samuel Pérez, lors d'une cérémonie qui s'est déroulée avec plus de 10 heures de retard.

Après son investiture, Arévalo a fait son premier discours en tant que président. Dans celui-ci, il a souligné la force de la démocratie guatémaltèque qui a résisté « *grâce à l'unité et à la confiance* », aux tentatives de plusieurs secteurs politiques du pays pour empêcher sur l'investiture.

Le nouveau chef de l'État a remercié la communauté internationale qui lui a exprimé son soutien. Il a ajouté que ce soutien a été « *essentiel pour le succès des efforts faits par la société guatémaltèque pour défendre ses institutions démocratiques et préserver l'État de droit.* » Et il a souligné que le peuple guatémaltèque a prouvé sa « *sagesse* », et que le Tribunal Suprême Electoral et la Cour Constitutionnelle ont protégé, « *le souhait souverain* » de « *vivre en démocratie.* »

Arévalo a confirmé que sous son gouvernement, il combattra les actes de corruption et il a ajouté : « *Nous ne permettrons pas que nos institutions se mettent à genoux une autre fois devant la corruption et l'impunité.* »

Il s'est engagé à « *stimuler le progrès* » du pays. « *J'invite sincèrement à nous rejoindre le peuple du Guatemala, ses autorités politiques, ses dirigeants sociaux et ancestraux ainsi que ses autorités professionnelles et patronales. C'est le moment de prendre le chemin du dialogue et de la paix.* »

« *Nous nous trouvons devant une opportunité historique pour revenir sur des décennies d'abandon social et de détérioration des institutions,* », a-t-il déclaré.

Après la cérémonie au centre culturel, le président s'est rendu à la Place de la Constitution où il a salué la population réunie pour fêter son investiture en tant que chef de l'État constitutionnel pour la période 2024–2028.

Auparavant, après plusieurs heures de retard, les 160 députés du Congrès qui font partie de la 10e législature (2024–2028) ont prêté serment. Arévalo a présidé la cérémonie.

Ensuite, les membres de la direction du Congrès qui sera présidé par le député Samuel Perez, du parti au pouvoir Mouvement Semence ont été élus pour le cycle législatif, 2024–2025.

Pendant cette journée, les mouvements sociaux ont dénoncé le fait que des membres de la législature sortante ont tenté de faire obstacle à l'investiture du président, de la vice-présidente et des nouveaux députés.